



DU MOIS

MENSUEL D'INFORMATIONS LOCALES - 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. 01 42 59 34 10. Fax 01 42 55 16 17 - N° 40 - MAI 1998 - 12 FRANCS

DROGUE : LE GRAND DÉBAT EST ENGAGÉ DANS LE 18e

Page 3

**Montmartre
site classé
par l'Unesco ?**

Page 5

**Mondial de foot :
polémique
autour d'un
écran géant**

Page 5

**De l'or pour un
déménageur rue
Vauvenargues**

Page 6

**Ça va être la fête
à la Porte
Montmartre**

Page 8

**Menace sur
le vide-greniers
de l'Évangile**

Page 11

**L'extrême-droite
en recul chez les
policiers du 18e**

Page 15

Musique mécanique rue du Mont-Cenis



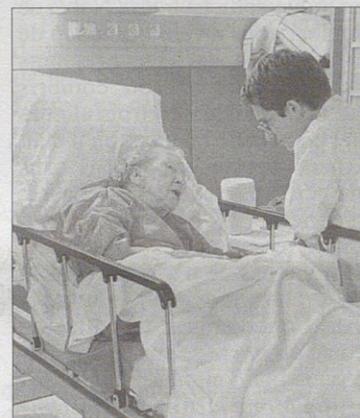
Page 9

Histoire :

**Rue des Cloÿs, Serpollet inaugure
l'industrie automobile française**

Pages 17 et 18

Reportage :
**Une journée
aux urgences
de l'hôpital
Lariboisière**



Pages 12 à 14

**La municipalité
du 18e demande
des écoles
supplémentaires**

Page 16

**Le programme du
festival "Le 18e
tout un poème"**

Page 19

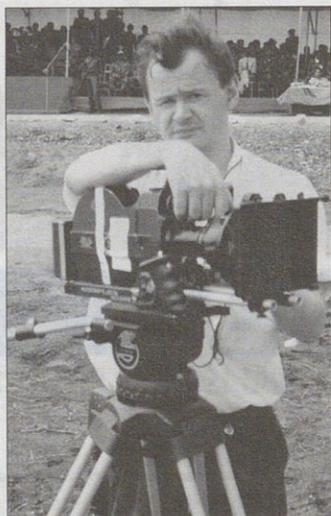
Portrait :
**la reconversion
du porte-parole
des sans-papiers**

Page 24

Notre bulletin d'abonnement
est en page 4.

FOL 30 32713 D





Jean-Luc Rigaut nous a quittés

Jean-Luc Rigaut vient de mourir. Il était un des principaux animateurs de l'association des *Rambleurs* de Montmartre (ainsi nommés parce qu'ils tenaient leurs réunions au café *Las Ramblas*, aujourd'hui disparu), qui fut notamment à l'origine de plusieurs manifestations lors du 125^e anniversaire de la Commune il y a deux ans. Jean-Luc Rigaut travaillait pour le cinéma comme directeur de l'image et cameraman, il était un des responsables du Syndicat Français des Artistes CGT et on l'avait vu encore récemment soutenir les grévistes du Moulin Rouge. Le comédien Jacques Bonnaffé, qui était son ami d'enfance et qui habite lui aussi du côté de la rue Lepic, nous a confié ces quelques lignes :

«Jean-Luc a tourné le coin de la rue, définitif. Copain pour beau-coup, et communard dans les mémoires, il s'est donné sans freiner. Au cinéma, qu'il adorait, chef-op et bien visible, comme à ses engagements : socialiste, syndical, amical, et celui de ne jamais se taire. Son active énergie, ses rêves traînent la patte sur l'ardue Lepic et rongent tenaces nos indolences d'habités.»

Jacques Bonnaffé

COURRIER COURRIER COURRIER COURRIER COURRIER

Une histoire de pigeons... et de poissons

L'article paru dans notre dernier numéro, page 3, consacré à un très excentrique «prochain Prix Nobel de biologie», nous a valu beaucoup de réactions. Plusieurs lecteurs et amis nous ont avoué n'avoir compris qu'au bout de deux ou trois alinéas à quel point cette histoire, où il était tellement question de poissons, dans un numéro mis en vente le 1^{er} avril, était curieuse...

Quelques-uns nous ont signalé qu'il n'y a pas de n° 75 bis dans la rue d'Orchamp. C'était, comme la plupart l'ont compris, une allusion au conte du *Passe-Muraille* de Marcel Aymé qui commence ainsi : «Il y avait à Montmartre, au troisième

étage du 75 bis de la rue Orchamp, un excellent homme nommé Dutilleul qui possédait le don singulier de passer à travers les murs...» Une fidèle lectrice nous indique que, pour qu'il existe un 75 bis, il faudrait prolonger cette voie jusqu'à la place Emile Goudeau, et nous suggère de créer «l'association des pigeons sans arêtes de la place des Abbesses». Pourquoi pas ?

Un des plus anciens Montmartrois

En complément aux quelques lignes que nous lui avons consacrées dans notre dernier numéro à l'occasion de sa promotion dans la Légion d'honneur, M. Louis Baillot, ancien député du 18^e, nous écrit :

«Je suis né sur la Butte (ndlr : en 1924), rue de l'Abreuvoir, dans une maison que je n'ai jamais quittée. Toute ma vie s'est déroulée là et sans doute je dois être parmi les plus vieux Montmartrois. J'ai été élève de l'école communale de la rue du Mont-Cenis avant de préparer le concours d'entrée à l'Ecole des Arts et Métiers...»

Cette maison de la rue de l'Abreuvoir était jusqu'en 1957 un petit café-restaurant que tenaient mes parents. Il possédait un vieux «zinc», en réalité un comptoir en étain, que mes parents sauvèrent de la récupération des métaux par les occupants en 1943 avec l'aide d'un menuisier ami. Aujourd'hui ce comptoir, un rare témoignage de l'époque, se trouve au Musée du Vieux Montmartre, rue Cortot...»

L'AIR DU TEMPS

Le 80, bus inspiré

Jeunes, cheveux noirs, blouson noir, écharpe brune, jeans et basket, ils sont trois, installés au fond du 80. Ils viennent de la Porte de Clignancourt et ils improvisent sans la moindre hésitation sur un rythme de rap :

-Ecoute ça : «Golf GTM, pneus qui crissent... Silence brisé par... par...»

-Les sirènes de la police...

-Polo fashionable, survêtement minable...

-Mère aux traits de caractère admirables.

-Chichon, bidon, histoire de prison...

-Pas d'illusions...

-Non ! Pas d'illusions... Pas de distraction.

-Pas de distraction, se créer un peu d'action.

-Cliché d'Orient.

-Cliché d'Orient. Cuisine au piment.

-Vit la nuit pendant le Ramadan...»

Ils descendent au Rond-Point des Champs-Élysées. Ils s'appellent Karim, Samy, Amir.

«Cliché d'Orient. Cuisine au piment...»

Rose Pynson

A VOTRE DISPOSITION TOUS LES JOURS de 6 h à 20 h



Millogea
LIBRAIRIE • PAPETERIE

15, rue des Abbesses, 75018 Paris
Tél. 01 42 52 01 55. Fax 01 42 52 71 31

SI VOUS VOULEZ PASSER UNE PUBLICITÉ DANS "LE 18^e DU MOIS", VOICI

NOS TARIFS DE PUB :

- Un seizième de page : 250 F
 - Un huitième de page : 450 F
 - Un quart de page : 900 F
 - Une demi-page : 1 800 F
 - Pleine page : 3 600 F
 - Dernière page (avec ou sans couleur) : à débattre
- (Tous ces prix sont TTC)

- Abattement de 30 % pour une annonce publiée plusieurs fois à partir de 3 numéros consécutifs.
- Abattement de 30 % pour nos abonnés sur les annonces d'un seizième et un huitième de page.

N'HÉSITÉZ PAS, PROFITEZ-EN !

Le 18^e du mois est édité par l'Association des Amis du 18^e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris.
Tél. 01 42 59 34 10.
Fax 01 42 55 16 17.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) : Christian Adnin, Dan Aucante, Brigitte Bâtonnier, Nathalie Birchem-Heddi, Bernard Boudet, Noël Bouttier, Jamil Brahim, Sophie Brandstrom, Christine Brethé, Claire Cadiou, Brahim Chanchabi, Bertrand Combaldieu, Michel Conversin, Paul Dehédin, Jean-Michel Delage, Nadia Djabali, Anne Farago, Danielle Fournier, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Michel Germain, Cécile Larmaraud, Marie-Pierre Larrivé, Bertrando Lofori, Ludovic Maire, Sandra Mignot, Noël Monier, Niki Picalitos, Patrick Pinter, Rose Pynson, Silke Rotzoll, Virginie Sadot, Jean-Yves Sparfel, Valérie Stafetta, Michèle Stein, Laurence Zigliara.

Drogue : le grand débat est lancé dans le 18e parmi les associations de quartier comme chez les médecins

Le 9 avril, 200 médecins, pharmaciens et infirmières du 18e, réunis à la mairie, ont discuté des problèmes des soins aux toxicomanes avec le ministre de la Santé Bernard Kouchner.

Le 30 avril, un certain nombre d'associations de quartier débattent des problèmes d'environnement social que pose le développement de la toxicomanie.

Dans un cas comme dans l'autre apparaît le désir de remettre en question certaines idées reçues.

Un certain nombre d'associations d'habitants des quartiers du 18e se sont réunies le 30 avril à la Salle Saint-Bruno (maison des associations de la Goutte d'Or) pour réfléchir ensemble aux problèmes posés par la toxicomanie sur l'environnement social : spectacle de la déchéance et de la violence sous les yeux des habitants et notamment des enfants, vandalisme (portes cassées, etc.), cambriolages et agressions, seringues dans les rues, les squares ou les escaliers... Que faire ?

Cette réunion était à l'initiative de Paris Goutte d'Or, principale association d'habitants de ce quartier.

La drogue empoisonne plusieurs quartiers de notre arrondissement. Dans certaines rues de la Goutte d'Or, de la Chapelle, du quartier Simplon, autour du boulevard Ney ou de la place Clichy, c'est comme un cauchemar dont on ne voit pas la fin.

Les responsables de la police dans le 18e affirment qu'ils ont intensifié leur action, et les chiffres le démontrent : parmi les arrestations de dealers dans la rue en France, 1 sur 17 est effectuée dans le 18e (environ 500 sur 8 500). Il suffit d'ailleurs d'être un peu attentif dans les quartiers concernés : c'est souvent qu'on voit des équipes de policiers en planque ou en chasse.

Mais cette action policière, réclamée avec tant d'énergie par certains, ne résoud rien - le trafic et la consommation de drogue ne diminuent pas - et la présence policière, inévitablement, contribue au sentiment de malaise. Indispensable dans la situation actuelle, elle n'est pourtant pas la solution, les faits l'ont prouvé.

Réinsertion sociale

Des associations spécialisées travaillent dans le 18e à apporter une aide sanitaire et humanitaire aux personnes toxico-dépendantes. Car ces personnes sont les premières victimes de la drogue.

Diminuer les risques de propagation du sida en évitant que des seringues souillées soient réutilisées par plusieurs personnes, et pour cela mettre en place des programmes d'échange de seringues, c'est nécessaire et il faut être insensé pour s'y opposer. Offrir aux usagers de drogues des lieux pour se doucher,

dormir, trouver un peu de chaleur humaine, comme le font par exemple, dans le 18e, les associations qui gèrent le *Sleep-in* et la *Boutique*, c'est une étape pour leur permettre de décrocher et de s'en sortir. Tous ceux qui ont travaillé dans ce domaine le disent : une action thérapeutique ne peut réussir que si le toxicomane y collabore par sa propre volonté, et cela exige qu'il ait conservé ou récupéré un minimum de dignité, d'insertion sociale.

Pourtant certains habitants ne désarment pas dans leur hargne contre ces institutions. Ils pensent qu'elles attirent les drogués dans le quartier. Affirmation inexacte : c'est parce qu'il y avait des drogués

qu'elles se sont créées et ont implanté des centres, et non l'inverse. Il est vrai cependant que leur présence peut poser des problèmes, surtout si elles n'ont pas intégré l'environnement social dans leurs préoccupations.

Des habitants de la Goutte d'Or écrivent au ministre

L'association EGO (Espoir Goutte d'Or) a ouvert un local d'échange de seringues au 56 boulevard de la Chapelle. Au début de 1998, des animateurs d'EGO et des habitants d'immeubles de la Goutte d'Or proches de ce local se sont réunis, à la demande de ces derniers. Car il est bien évident que les toxicomanes ne

peuvent pas se piquer à l'intérieur du local d'EGO, ils le font alors au pied des immeubles voisins, voire dans les cages d'escaliers...

A la suite de cette réunion, ces habitants ont envoyé une lettre collective au ministre de la Santé pour demander « l'ouverture de lieux d'injection, non seulement dans notre quartier mais aussi dans d'autres arrondissements, comme cela se fait dans d'autres pays comme la Suisse et l'Allemagne ».

Ce faisant, ils remettaient en cause un des fondements de la politique actuelle : l'interdiction absolue des drogues. Bien entendu, ils ne réclamaient pas la mise en vente libre de la drogue sur le marché, ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agissait. Cependant ils s'attaquaient au tabou de la proscription totale.

Paris Goutte d'Or a relayé cette demande. Dans le numéro de février de son bulletin, l'association présentait un dossier intitulé « Toxicomanie et trafic de drogues : pour un vrai débat ! » Diverses expériences étrangères y étaient présentées. En Suisse, « la distribution médicalisée

Le premier "bus méthadone" stationne dans le 18e



Jean-Michel Delage

Devant le 62 boulevard Ney stationne chaque jour, entre 17 et 18 h, un autobus portant le sigle de Médecins du monde. A l'intérieur de ce véhicule entièrement réaménagé, travaillent une dizaine de personnes (médecins, infirmières, psychiatres, éducateurs, chauffeur...). C'est le premier "bus méthadone" en France.

L'association médicale, en pointe dans la lutte contre l'exclusion et pour l'accès aux soins des plus démunis, part du constat qu'il est illusoire « de se fixer comme objectif exclusif l'abstinence et l'utopie d'un monde sans drogues ». Les animateurs de Médecins du monde privilégient une poli-

tique de réduction des risques pour les toxicomanes. Ils ont été les premiers à mettre au point en France des programmes d'échange de seringues, qui ont eu des effets très positifs sur la limitation de la propagation du sida et des hépatites chez les personnes s'injectant des produits opiacés et sur leur entourage.

Poussant plus loin sa démarche, l'association veut, avec le bus méthadone qui stationne également sur le cours de Vincennes (20e arrondissement), donner la possibilité aux plus marginalisés des toxicomanes de mieux contrôler leur consommation et d'accéder à des filières de soins.

La méthadone est un médicament de synthèse utilisé dans le traitement de la dépendance aux opiacés. Employé depuis le milieu des années 60 aux Etats-Unis, il se présente sous forme de sirop buvable et ne peut pas, contrairement à d'autres médicaments aux vertus similaires, être injecté.

Son utilisation est beaucoup plus récente en France. Mais depuis quelques mois, les centres de distribution de méthadone aux toxicomanes se multiplient dans notre pays. Toutefois, la plupart sont saturés et, de plus, ne sont pas accessibles à tous les toxicomanes. En effet, pour bénéficier de ce programme de soins, ils faut venir régulièrement dans un centre spécialisé et faire des analyses prouvant l'arrêt de la prise d'autres drogues. Amener les plus marginalisées des personnes dépendantes des produits opiacés à pouvoir accéder à ce traitement, est l'un des objectifs prioritaires du "bus méthadone".

Cependant il ne suffit pas de se présenter au bus sans préalable et de demander de la méthadone. Il faut d'abord s'inscrire (62 bis av. Parmentier, tél. 01 43 14 81 61, du lundi au vendredi 10 h-midi et 14 h-18 h, sauf mercredi matin), avoir un entretien avec l'équipe de Médecins du monde et une analyse d'urine.

Ce programme est majoritairement financé par le Ministère de la Santé via la Ddass de Paris.

Sylvain Garel

(Suite de la page 3)

d'héroïne a été approuvée par référendum». En Allemagne, plusieurs municipalités ont accepté l'ouverture de salles d'injection où les drogués peuvent se "shooter" dans un cadre d'hygiène correct et le respect de leur anonymat ; il n'y a pas de contrôle des produits qu'ils utilisent mais il y a présence constante d'un médecin ou d'une infirmière.

Non-dit et tabous

Paris Goutte d'Or s'est aussi adressée aux principales associations d'habitants des autres quartiers concernés, par exemple *Mieux Vivre au Simplon*, l'association *la Chapelle, Déclat 17/18, le Petit Ney*, etc., en leur proposant de réfléchir en commun aux mesures à préconiser.

C'est un événement de première importance. Certes, le débat sur la politique en matière de toxicomanie, y compris sur la "dépénalisation" des drogues dures ou douces, n'est pas nouveau. Mais il est resté jusqu'à présent limité à certains cercles. Il suffit de voir la prudence effarouchée de la plupart des politiques dès qu'il est question de réexaminer ces problèmes, pour comprendre ce qu'il y a là de non-dit et de non-dicible.

Ici, ce ne sont pas des spécialistes, ni des habitués du discours provocateur, ni des hommes politiques, qui s'interrogent, mais des associations représentatives, pluralistes, insérées dans le tissu social des quartiers.

Le débat avait commencé entre les associations avant la réunion du 30 avril, et il continuera après. Les points de vue sont divers et il y a beaucoup d'incertitudes.

Car il n'existe pas de solution idéale au problème de la drogue. Toute politique en ce domaine comporte des risques et des inconvénients. L'idéal, ce serait qu'il n'y ait plus, ou presque plus, de personnes éprouvant le besoin de se droguer. Mais cela relève de l'utopie, ou cela dépend de facteurs sociaux qui dépassent de beaucoup ce problème : si on fait reculer le chômage et l'exclusion, disent certains, on fera reculer la toxi-

comanie. Oui, mais en attendant ?

Le problème se pose à deux niveaux : problème sanitaire, problème d'environnement. Dans le 18e, le débat se développe actuellement à ces deux niveaux. (Voir l'article ci-dessous sur la réunion des médecins du 18e le 9 avril dernier.) Peut-être découvrirait-on que la solution au problème d'environnement passe aussi par le sanitaire, et vice-versa.

Il est en tout cas un point sur lequel tous sont d'accord : si des expériences nouvelles sont tentées, elles ne doivent pas l'être dans un seul

quartier. Il ne faut pas créer des "ghettos de la drogue" et le 18e ne doit pas être considéré comme le seul arrondissement concerné.

Malheureusement on doit constater que, lorsqu'une association envisage d'implanter quelque part un centre spécialisé dans ces problèmes, cela provoque immédiatement une levée de boucliers, ainsi que l'a montré encore tout récemment ce qui s'est passé rue Beaurepaire dans le 10e, lorsqu'il a été question d'y ouvrir un lieu d'accueil pour toxicomanes...

René Molino



Jean-Michel Delage

L'usage de produits de substitution comme la méthadone est une des voies vers la désintoxication.

200 médecins, infirmières et pharmaciens du 18e et le ministre de la Santé débattent de la drogue

Dans la grande salle de la mairie, Bernard Kouchner s'adresse, le 9 avril dernier, à quelque 200 médecins, pharmaciens et psychologues, réunis par l'Amicale des médecins du 18e.

Avant le secrétaire d'Etat à la Santé, une dizaine de personnes ont pris la parole. Lia Cavalcanti a retracé le parcours d'Espoir Goutte d'Or (EGO) depuis dix ans avec les toxicomanes et les difficultés que connaît l'association aujourd'hui. Et non des moindres : une suspension actuelle de la subvention de la Ville de Paris.

Anne Gauthey, médecin et adjointe au maire du 18e, dresse un constat : le 18e est l'endroit de France où il se fait le plus de choses par rapport à la toxicomanie, et pourtant cela ne suffit pas. Selon certaines estimations, 400 usagers de drogues dites "dures" fréquenteraient régulièrement notre arrondissement.

Alex Maire, ensuite, qui déplore la trop faible mobilisation des médecins : «On a l'impression que l'on a touché tous ceux qui sont sensibles à ce problème, mais pas les autres.»

Pourtant les choses avancent dans le milieu médical. Michel Sananes, professeur de médecine à l'hôpital Bichat, décrit la mise en place à l'intérieur de l'hôpital des "équipes de coordination et d'intervention de médecins auprès des usagers de drogues" (Eci-

mud). Ces équipes mobiles d'intervention dans tous les services où des toxicomanes - réclamant des soins particuliers - sont hospitalisés commencent à être bien acceptées par l'ensemble du corps médical.

Roland Maucourant, commissaire de police du 18e, parle du difficile métier des policiers face à la toxicomanie. «Nous aidons la population à supporter les phénomènes d'angoisse et de rejet que provoque le regroupement de toxicomanes, mais cela ne suffit pas.» Il préconise un accompagnement sanitaire pour les personnes qui n'ont plus la volonté de se soigner, qui sont livrées à elles-mêmes.

Bernard Kouchner s'interroge : «Arrêter les usagers de drogues dures, mais pour quoi faire ? Le tout répressif ne marche pas.»

Il faut tendre la main à ceux qui ne peuvent plus aller vers les lieux d'accueil, mais comment ? La prise en charge des nouvelles toxicomanies est très lourde. L'accueil jusqu'ici assuré par les associations n'est pas toujours à la hauteur de certains cas lourds, lorsque l'on sait que la prise de crack, drogue aux effets éphémères, peut nécessiter jusqu'à quarante injections par nuit.

La loi qui assimile drogues dures et drogues douces est, sous bien des angles, inapplicable... et inappliquée.

La prise en charge de la toxicoma-

nie s'est faite en France par la psychiatrie. Or les psychiatres ne peuvent prendre en charge les "sociopathies" (chômage, misère, délinquance) que charrie notre époque et qui engendrent ce phénomène massif de toxicomanie.

«Je ne suis pas ici pour briser le tabou de la loi de 1970, poursuit le ministre, mais pour, avec vous, chercher les moyens de prendre en charge les toxicomanes. Il s'agit d'un problème de santé publique.»

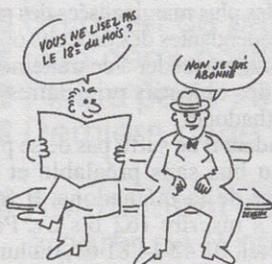
Il faut des lieux d'accueil et de soins et toute une structure d'accompagnement des personnes. «Comment ? Il va falloir user d'un peu de fermeté, et je dis cela sans que ça m'amuse, déclare le ministre, mais je ne vois pas comment l'on pourra faire autrement.»

Mais surtout, il faut s'appuyer sur un renforcement du couple médecin-pharmacien, sur l'ouverture de l'hôpital psychiatrique sur l'hôpital de jour, et sur les perspectives qu'ouvre la loi contre l'exclusion qui vient d'être votée, entre autres un hôpital qui au moyen du bus se rendra vers les quartiers difficiles.

«Il ne s'agit plus de stigmatiser les toxicomanes comme des exclus, conclut le ministre, pas plus qu'il ne s'agit d'exposer les habitants du 18e à la vindicte en faisant de cet arrondissement un laboratoire. Mais agir partout où le besoin est crucial.»

Brigitte Bâtonnier

Si vous voulez être sûr(e) de ne pas manquer un seul numéro du 18e du mois, abonnez-vous !



- Je m'abonne au 18e du mois : un an (onze numéros) : 130 F
- Je m'abonne et j'adhère à l'association des «Amis du 18e du mois» : 230 F (130 F abonnement + 100 F cotisation)
- Je souscris un abonnement de soutien : 500 F (130 F abonnement + 370 F cotisation de soutien)
- Abonnement à l'étranger : 150 F

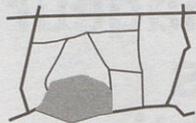
(Cochez la formule que vous avez choisie.)

Nom : Prénom :

Adresse :

Découpez ou recopiez, et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre «Les Amis du 18e du mois», à l'adresse : Le 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris

Montmartre



Polémique autour d'un écran géant dans les jardins du Sacré-Cœur

Durant la Coupe du monde de football (qui commence le 16 juin), la Ville de Paris va installer dans divers lieux publics des écrans géants permettant à ceux qui n'ont pas pu avoir de places dans les stades de suivre quand même les matches en direct. Elle envisage d'en dresser un à Montmartre, dans les jardins qui montent vers le Sacré-Cœur (jardins Willette).

L'association de quartier ADDM (Association de défense de Montmartre) est carrément contre. «*Nous ne sommes pas hostiles à ce type de fête populaire, dit-elle, mais nous pensons que l'endroit n'est pas bien choisi. Nous redoutons le saccage de cet espace vert par les gens qui piétineront les pelouses et, pour les riverains, les nuisances sonores.*» Elle s'inquiète même des violences possibles de certains supporters énervés ou... trop alcoolisés.

La mairie du 18e avait proposé que l'écran géant soit installé dans le stade Bertrand Dauvin, près de la Porte de Clignancourt. Mais la mairie de Paris, elle, maintient sa décision.

L'ADDM n'entend pas renoncer. Elle envisage divers moyens d'action pour s'opposer à ce projet, à commencer par une pétition.

A noter : l'installation d'un autre écran est prévue place Stalingrad, non loin du 18e.

Echec des repas de quartier du 25 avril

«*Repas de quartier. Venez partager vos plats (sucrés, salés) et vos bouteilles avec vos voisins et amis. N'oubliez pas votre chaise, vos couverts, une table...*» Des affichettes apposées à Montmartre annonçaient pour le samedi 25 avril cinq repas de quartier : rue d'Orchampt, rue de l'Armée d'Orient (près du théâtre Montmartre-Galabru), rue Ronsard (près de la Halle-Saint-Pierre), rue André Antoine, et place Charles Dullin (près du théâtre de l'Atelier).

On ne peut pas dire que ce fut un franc succès : il y a eu dix personnes rue de l'Armée d'Orient, quinze rue Ronsard, cinq rue d'Orchampt ; et les deux derniers repas n'ont pas pu se tenir faute de participant. Le temps, il est vrai, était un peu frais. Surtout, il semble que les organisateurs (les mêmes qui avaient déjà lancé une initiative semblable l'an dernier, ne se réclamant pas d'une association particulière) n'aient pas fait un effort de préparation suffisant : pas de rencontres préparatoires, et beaucoup de gens n'étaient pas au courant...

La place des Abbesses ramenée 56 ans en arrière

Dans une tendre lumière printanière, une voiture de marchande de quatre saisons chargée de fleurs, des vélos posés contre les arbres, une vespasienne à l'ancienne au milieu de la place... Et aussi un magasin d'alimentation sur la vitrine duquel est inscrite une liste de tickets de rationnement, un kiosque à journaux avec des éditions de *Paris-Soir* et du *Petit Parisien* datées de 1942, donnant des nouvelles de la guerre, de la peinture bleue masquant les lampadaires (défense passive oblige), des affiches menaçantes en allemand et en français, signées de la Kommandantur, et sur un grand mur en bois (masquant la cabine téléphonique moderne) d'autres affiches portant le nom de Jacques Doriot... La place des Abbesses, le 21 avril, était revenue cinquante-six ans en arrière, pour le tournage d'un film...

Les passants circulent étonnés dans ce décor. Certains font remarquer qu'en 1942 la verrière qui surmonte l'entrée du métro n'était pas là (elle a été installée en 1976 et se trouvait auparavant à la Bastille) et que d'autres éléments modernes de la place sont anachroniques. «*Je le sais, dit le réalisateur, j'en tiens compte dans le cadrage de mes plans.*»

Ce film, dont le réalisateur est Marcel Bluwal et les vedettes Claude Brasseur et Thierry Lhermitte, porte



Noël Monier

Les passants circulent étonnés, dans une place des Abbesses différente...

Ci-contre : Marcel Bluwal, le réalisateur, sortant de la station de métro portant l'inscription : "Interdite pendant les alertes".



justement le titre (provisoire) de "1942". Une année dont les journaux ont beaucoup parlé ces derniers mois à propos du procès Papon. Une année noire...

Marcel Bluwal, rappelons-le, habite Montmartre, et c'est un lecteur de notre journal. (Voir dans *Le 18e du mois* n° 16 : "Mon 18e", par Marcel Bluwal.)

Montmartre au patrimoine mondial de l'Unesco ? C'est ce que propose le conseil d'arrondissement du 18e

Quelles dispositions prendre pour sauvegarder le site de Montmartre ? Le conseil d'arrondissement du 18e vient, à l'initiative de Bertrand Delanoë et Christophe Caresche, de proposer une solution radicale : l'inscription de la Butte Montmartre au patrimoine mondial de l'Unesco, au même titre que Venise ou les Pyramides d'Égypte !

Le vœu voté en ce sens (par les élus de gauche, ceux de droite s'abstenant) explique : «*Le site apporte un témoignage exceptionnel de la tradition culturelle, artistique et historique de Paris. Son ensemble architectural, avec notamment le vieux village, est marqué par la vie d'artistes célèbres, de grands écrivains (...). Ce lieu historique constitue un exemple éminent d'un établissement humain traditionnel, représentatif de cultures, devenant vulnérable sous l'effet de mutations qui pourraient être irréversibles.*» Ce qui correspond aux conditions posées pour que des sites soient "classés" par l'Unesco.

En 1995, rappelons-le, le Conseil de Paris avait voté pour le périmètre de la Butte un "plan de sauvegarde" sous la forme d'un "plan d'occupation des sols" particulier, qui dans ses grandes lignes avait été bien accueilli. A quelques détails près toutefois : dans deux ou trois endroits où des demandes de permis de construire très contestées avaient été déposées, la mairie de Paris avait (inexplicablement ?) autorisé des dérogations aux règles de sauvegarde, dérogations favorables aux promoteurs.

Cela allait être fatal au "plan de sauvegarde" : une association d'habitants, celle des riverains de la rue d'Orchampt, attaqua en justice le "plan d'occupation des sols" et obtint son annulation.

Anne-Marie Couderc dessaisie du dossier de Montmartre

Récemment, Mme Anne-Marie Couderc, adjointe au maire de Paris chargée de l'urbanisme, avait entre-

pris le processus en vue d'un nouveau "plan d'occupation des sols". Elle avait commencé par une réunion de concertation avec l'ensemble des associations de Montmartre. Excellente démarche. Malheureusement, à la suite de la crise qui au sein de la majorité municipale de Paris oppose les partisans de Toubon à ceux de Tibéri, Mme Couderc a été déchargée de ses fonctions.

Le processus est donc à nouveau en panne. C'est Michel Bulté, adjoint chargé de la construction et du logement, qui prend désormais, en plus, la responsabilité de l'urbanisme. On ignore s'il poursuivra la démarche entreprise par Mme Couderc.

En tout état de cause, les garanties offertes par un "plan d'occupation des sols" ne sont pas absolues : ce que le Conseil de Paris a voté, le Conseil de Paris peut le modifier plus tard, à la seule condition de respecter les formalités et délais obligatoires... Diverses associations ont souhaité des

(Suite page 6)

Suite de la page 5

dispositions de sauvegarde plus solides.

Solide, la formule Unesco proposée par le conseil d'arrondissement lors de sa réunion du 30 mars le serait à coup sûr. Mais le conseil d'arrondissement du 18e ne peut pas faire lui-même cette proposition à l'Unesco. Il n'a pu que voter un vœu demandant au maire de Paris d'entreprendre les démarches auprès de l'Etat, qui saisirait l'Unesco. Et à supposer même que Jean Tibéri et le gouvernement français prennent ce vœu à leur compte, il resterait à convaincre l'Unesco...



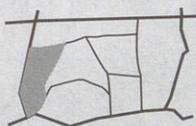
140 places pour les artistes sur la place du Tertre

La commission chargée d'attribuer les places aux artistes sur la place du Tertre se réunira le 1er juin. Elle n'aura pas la tâche facile, car nombreux sont les candidats, et limité le nombre d'emplacements : 75 pour les peintres, 65 pour les portraitistes.

L'arrêté de 1990 établissant cette réglementation avait, on s'en souvient, été annulé par un tribunal en 1995, mais vient d'être remis en vigueur par une décision du Conseil d'Etat. (Voir le 18e du mois n° 38.) La police peut donc à nouveau pourchasser les portraitistes "ambulants", ceux qui n'ont pas l'autorisation et qui travaillent en dehors du "carré aux artistes" de la place.

La commission chargée d'attribuer les places comprend huit conseillers d'arrondissement, un représentant du préfet de police, trois personnes désignées par le maire de Paris (dont un conservateur de musée), et cinq représentants d'associations. Le conseil d'arrondissement a décidé que les cinq associations représentées seraient des associations d'artistes de Montmartre. Parmi elles figure, pour la première fois, l'Adapt, qui regroupe de nombreux artistes écartés auparavant. C'est l'Adapt qui avait déposé le recours en justice contre l'arrêté de 1990. Faute d'avoir pu le faire annuler définitivement, elle réclame l'augmentation du nombre de places.

Grandes Carrières



Philippe Glotain, déménageur des grandes entreprises et «Nef d'or» de l'innovation

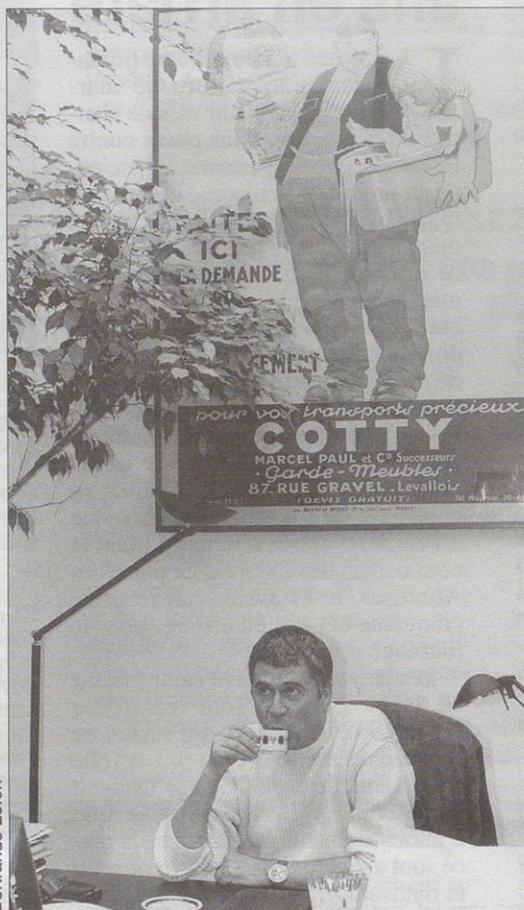
Philippe Glotain est déménageur ou plutôt patron d'une société spécialisée dans les déménagements des grandes entreprises. Ses clients s'appellent Bull, Avis, Cartier, Gault et Millau, Thomson, l'Express, Crédit agricole, Lyonnaise des eaux, Régie Renault, l'Oréal, Air France, la Mairie de Paris, l'Académie de Paris, la MGEN, le Moniteur, Vuitton...pas moins. Plus de trois cents en tout. *Déménagements Glotain*, avec 22 millions de chiffre d'affaires, est une des dix premières sociétés de ce secteur en France.

Philippe Glotain est également un des quatorze lauréats 1998 du prix de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris consacrant dynamisme et innovation, la «Nef d'or». Son trophée - une nef dorée aux formes élancées - trône maintenant, 81-83 rue Vauvenargues, dans son bureau, voisinant avec d'autres témoins de ses amours : la photo de son voilier, un superbe juke-box de 1953 (qui fonctionne) une grande affiche 1920 signée René Vincent pour l'entreprise de déménagement Marcel Cotty et trois affiches de films de Pagnol, "Joffroi", "Le Schpountz" et "Manon des Sources", les deux dernières signées Dubout.

Devenu déménageur par hasard

Philippe Glotain s'explique sur cette décoration qui pourrait étonner s'il était un déménageur comme les autres : il aime Dubout et surtout Pagnol, son écrivain préféré avant Simenon et Giono, «celui qui a su célébrer la beauté et la vie, faire chanter les mots au lieu de jouer sur les mots».

Faire chanter les mots, il sait ce que cela veut dire, lui qui a commencé comme comédien : Conservatoire de Nantes, sa ville natale il y a 50 ans, puis montée à Paris, recherche de rôles et petits boulots qui... Manutentionnaire par hasard chez un déménageur, il y a pris goût, a aidé à remonter la boîte qui menaçait faillite, est devenu associé puis a monté en 1973 sa propre entreprise, installée depuis 1977 dans notre 18e, comptant maintenant 35



Philippe Glotain à son bureau de la rue Vauvenargues : 22 millions de chiffre d'affaires...

salariés mensualisés, une vingtaine de journaliers et une flotte de dix camions.

Spécialisé dès le départ dans le déménagement d'entreprises, il joue essentiellement sur la fidélisation et il y réussit : certains clients de la première heure font toujours appel à ses services («les entreprises bougent beaucoup, un déménagement tous les quatre ou cinq ans»)

d'autant plus qu'il ne se contente pas du déménagement classique pur et simple. Il apporte un plus : montage et démontage des cloisons, réactualisation ou réassemblage du mobilier et même un service après-vente avec possibilités de classement et gestion des archives, des stocks... toute une gamme d'aménagement-conseil.

En outre, les clients sont assurés - certification Norme française à l'appui - de la qualité et de la rapidité du service : la société Glotain s'engage à payer une pénalité s'il y a retard, il n'y en a jamais.

Déménagement le week-end ? Le lundi, tout est en ordre et sur leurs nouveaux bureaux, les collaborateurs de l'entreprise trouvent une carte de bienvenue et un chocolat. Petite attention mais aussi moyen pour Philippe Glotain de fidéliser sa clientèle et de faire fonctionner sa branche "particuliers", principalement les collaborateurs des entreprises clientes ou leurs amis. C'est ainsi que, déménageur attiré de l'Académie de Paris (un très gros chantier il y a deux ans de la rue Curial à l'avenue Gambetta), il vient également de transporter le mobilier de Pascal Jardin, son tout nouveau directeur.

Dynamisme, innovation, contrôle de la qualité avec des questionnaires envoyés régulièrement aux clients et des réunions fréquentes avec son personnel : Philippe Glotain a bien mérité sa «Nef d'or», il flotte et n'est pas près de sombrer.

Marie-Pierre Larrivé

MARQUAY

Jean-Pierre MARQUAY, FROMAGER

Produits fermiers de provenance directe
de petits producteurs

81, avenue de Saint-Ouen, 75017 Paris.

(métro Guy Môquet)

Tél. 01 46 27 59 68

Photos Dan Aucante

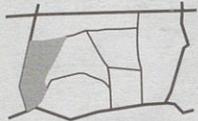


L'atelier musique : le chant à la base de tout



L'atelier théâtre : né d'un travail sur le "conte musical"

Grandes Carrières



Atel'Art, rue Ordener : artistes en herbe

Créée en 1988, l'association Atel'Art accueille et forme des enfants et des jeunes (de 5 à 15 ans) à la musique, au chant, aux arts plastiques et au théâtre. Pour avant tout leur communiquer le goût de la création. Atel'Art fêtera en décembre prochain son dixième anniversaire.

Ensemble. Ensemble, tel est le maître-mot de Florence Debeurme, la responsable de l'association Atel'Art, sise au 172 rue Ordener. Ensemble, parce qu'il s'agit de faire jouer les enfants ensemble. Ensemble, car les disciplines enseignées, musique, arts plastiques, théâtre s'interpénètrent. Ensemble aussi, car c'est une histoire de famille qui donne naissance à l'association et une histoire de cœur pour tous ceux qui l'animent : «*Ce sont les mêmes choses qui nous tiennent à cœur en tant qu'artistes et pédagogues*», précise Florence Debeurme.

Florence Debeurme est professeur de musique. Elle fait de l'éveil musical, enseigne le solfège et le piano selon les méthodes actives Martenot et Willems. Son mari est artiste peintre et professeur aux Beaux Arts de Saint-Ouen. En 1988, ils créent ensemble Atel'Art. Leur fils, Ludovic, aujourd'hui illustrateur et à l'époque jeune bachelier, se joint à eux et l'affaire démarre. On peut y faire de la musique et des arts plastiques, dessin, peinture, modelage, bande dessinée, etc...

Mais les animateurs ne se satisfont pas de ces cours qui se terminent bien à l'heure sans avoir de continuation, d'interaction... Alors, ils décident d'organiser des week-ends musicaux qui aboutissent à la naissance d'un "conte musical".

«*Vingt-cinq enfants et cinq animateurs, se souvient la responsable du projet, on a magnifiquement travaillé le chant, mais peu avant la représentation devant les parents, on s'est aperçu qu'il manquait le savoir-parler, autrement dit, le théâtre.*» Un jeune animateur, Boris Szurek, étu-

diant en biologie et passionné de théâtre rejoint le groupe avec lequel il effectue en l'espace d'un seul week-end un travail théâtral «*colossal*». Le conte musical est un succès... et les enfants ont pris goût à ce "vice" qu'est le théâtre.

C'est ainsi qu'est né l'atelier théâtre. Des raisons professionnelles ont éloigné Boris de France. L'atelier est aujourd'hui animé par Catherine Diamant, comédienne et danseuse (notre photo en décembre dernier lors des journées portes ouvertes de l'atelier). Catherine anime également l'atelier de danse contemporaine.

Synergie des pratiques : musique, chant, décors, scénographie, expression théâtrale. Tout cela produit des spectacles complets : «*l'Opéra de*

quat' sous» en 1995, monté avec neuf enfants ; le double, l'année suivante, pour «*le Songe d'une nuit d'été*». Et, au printemps dernier, «*la Cité de l'emballage*», création inédite, donnée dans les Arènes de Montmartre, puis au théâtre Clavel dans le 19e.

Pourtant, les conditions matérielles ne facilitent pas le travail. L'association manque de locaux. La famille Debeurme met à la disposition des élèves son propre domicile et atelier privé. Pour la danse, elle loue des locaux, comme au Rockland rue Championnet. Malgré ses dix ans d'existence, le dynamisme de sa "patronne" et l'enthousiasme de tous les animateurs, malgré l'agrément par le ministère de la Jeunesse et des Sports, l'association n'a reçu aucu-

ne proposition intéressante de location d'atelier ni subventions régulières. «*Heureusement, la foi déplace les montagnes*», aime à dire Florence Debeurme. La foi et le chant.

«*Tout notre travail de solfège est fait à base de chant, c'est un véritable moteur.*» L'atelier chant a produit au printemps dernier une cassette audio, «*P'tits bonheurs et gros ennuis*». Treize chansons inédites, drôles et émouvantes, chantées par des enfants de 6 à 14 ans. Et c'est en chansons qu'Atel'Art fêtera son dixième anniversaire. Par une soirée cabaret, le 11 décembre prochain dans les salons de la mairie du 18e. Une date à retenir.

Brigitte Bâtonnier

□ 172 rue Ordener. Tél. 01 46 06 13 31.

Un coin du vieux Paris qui va disparaître

L'ancienne menuiserie du 158 rue Lamarck (pas très loin de l'hôpital Bretonneau) va être démolie pour céder la place à un ensemble de logements de standing. Le permis de démolir et le permis de construire ont été accordés et la vente des futurs appartements a commencé. Il y aura cinq étages et trois niveaux de parking en sous-sol.

On peut encore voir, jusqu'à ce que les travaux commencent, le bâtiment de la menuiserie, pittoresque et assez beau, typique de l'architecture artisanale de la première moitié du siècle, avec ses bâtiments en bois autour d'une cour pavée. L'arrière de la menuiserie en revanche, une grande paroi grise sur la rue d'Oslo, est assez laid.

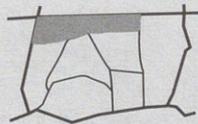


L'entrée de la menuiserie, rue Lamarck. Elle va être démolie.

On peut aussi voir la maquette du futur immeuble, dans la vitrine d'une boutique du promoteur Kaufman & Broad, 6 place Jacques Fro-

ment (c'est la petite place qui se trouve au bout des bâtiments de Bretonneau, à l'intersection des rues Lamarck et Joseph de Maistre).

Noël Monier



6 juin, le quartier Porte Montmartre en fête

La fête du quartier Porte Montmartre aura lieu samedi 6 juin, organisée par le collectif "Inter-Ney" formé d'une vingtaine d'associations et d'institutions du quartier. Ça se passera de 11 h 30 à 20 h sur le terrain de pétanque du 20-24 avenue de la Porte Montmartre.

Au programme :

- **Sur le podium** : Concert de guitare sèche et électrique. Karaoké. Concert de rap. Démonstration d'arts martiaux acrobatiques.
- **Les stands** : Information prévention. Expositions sur le livre, l'environnement, le foot, l'océan. Vide-grenier. Ateliers manuels. Jeux. Et buvette.
- **Animations hors stands** : Concours de tir de pétanque. Concours de jonglage (foot). Tennis de table. Baby foot. Théâtre de rue.

21 mai : 6 heures à courir

Rappelons que le 21 mai aura lieu la course des "Six heures du Petit Ney", organisée par le journal *Le Petit Ney* et le Nord Athletic Cheminots avec l'Office municipal des Sports. La course se fait soit individuellement, soit par équipe de deux. Les inscriptions se prennent au *Petit Ney*, 13 rue Jean Varenne (tél. 01 42 52 24 96). Départ à 9 h précises, au stade Bertrand Davin, 12 rue René Binet (métro Pte de Clignancourt).

L'après-midi, à partir de 15 h 30, ce seront les jeunes qui courront : 600 m pour les moins de 8 ans, 1 km pour les 8-10 ans, 2 km pour les 11-13 ans, 3 km pour les filles de 14-15 ans, 4 km pour les garçons. Inscriptions gratuites pour les jeunes. L'autorisation des parents est impérative.

Belle fin de saison de l'Olympique Montmartre en foot

L'équipe de foot vedette du 18e, l'Olympique Montmartre, montée en championnat régional de "promotion d'honneur" il y a deux ans, s'y comporte bien. A trois rencontres de la fin, elle était classée troisième de son groupe, avec 13 points de retard sur le premier (Lusitanos), mais seulement à 2 points du second (Joinville).

Entraînée cette année par Mohamed Ladaoui, l'équipe avait passé un hiver difficile, se maintenant de justesse au-dessus de la zone dangereuse pour la relégation. Et puis, il y a trois mois, elle a entamé une remontée spectaculaire, commençant par une victoire surprise sur les Lusitanos et enchaînant presque un sans-faute. En même temps, elle parvenait en quart de finale de la Coupe de Paris.

PORTRAIT Un luthier d'art dans la cité

«Je souhaite être une part de la vie du quartier.» Wolfgang Früh, maître luthier, spécialiste des instruments anciens et le seul spécialiste à Paris des luths orientaux, a choisi de s'implanter avenue de la Porte Montmartre.

Zupfinstrumentenmachermeister, quel mot en allemand rêvé pour les scores de scrabble ! Cela signifie "maître luthier spécialisé en cordes pincées" et c'est le titre du diplôme acquis à Munich que Wolfgang Früh, 36 ans, a fièrement affiché dans sa boutique. L'artisan et son assistante à temps partiel, Irène Rifaud, y sont entourés de luths, de mandolines, de guitares, d'ouds et autres instruments orientaux et, exposés dans des vitrines, de certains spécimens plus rares - un kanoun, un setar d'Iran... En effet, "le Point d'Accroche" est le seul atelier à Paris qui offre un service de lutherie spécialisée pour les musiciens de musique orientale.

Son autre point fort : la musique ancienne. Sur les deux établis de travail, dans la deuxième pièce, ce sont des corps de luth bombés et savamment décorés qui sont en chantier.

Quatre semaines pour un luth

Fabrication, restauration, réparation : telles sont les tâches que le maître luthier accomplit ici. On pourrait ajouter "amélioration", car souvent M. Früh travaille sur des instruments acquis lors de ses voyages annuels aux pays du Maghreb avant de les revendre. Un oud simple peut ainsi coûter 2 300 francs ou une mandole algérienne dans la catégorie du très bon instrument d'étude 3 400 francs.

Au-dessus de nos têtes est suspendu un luth Renaissance à 16 500 francs que Wolfgang Früh a fabriqué d'un bout à l'autre à la seule exception des chevilles qui tendent les cordes, livrées par un fabricant. Le travail lui a pris environ quatre semaines si on ne compte pas le vieillissement des différents bois qu'il opère sur une grande étagère de son arrière-boutique.

Il a créé la coque ronde côte par côte, puis dessiné les ornements de la rosace en-dessous des cordes d'après des vieux motifs arabes avant de les découper dans le bois fin doublé de papier à l'aide d'un scalpel. Le type et la tension des cordes peuvent être calculés par ordinateur. Sur le cou, finalement, est apposé la figure d'un petit lion portant un arbre entre ses pattes : le signe héraldique familial de l'artisan.

Il est venu d'Allemagne à Paris en



Wolfgang Früh : un spécialiste des instruments de haute qualité

1989, après avoir fait son apprentissage en Angleterre et ses premières preuves au musée des instruments de Berlin. Il a travaillé chez un luthier parisien, est parti chez un autre en Espagne pendant un an, revenu à Paris. Le musée de la musique à La Villette l'a embauché pour préparer les instruments anciens avant son ouverture.

Puis, à la fameuse école allemande de Mittenwald, il a acquis son diplôme de maître artisan (qualification qui n'a pas véritablement une correspondance en France). Et il habitait déjà dans le 18e lorsqu'il a construit sa "pièce de maître" (*Meisterstück*, ce que, chez les "compagnons" dans la France d'autrefois, on appelait le "chef d'œuvre"), pendant que sa petite fille jouait dans le salon-atelier où il travaillait.

Canada ou Porte Montmartre

Puis il se posa la question où continuer, où s'installer. Deux possibilités : le Canada et la Porte Montmartre ; c'est celle-ci qui l'emporta en octobre 1995. Un appartement au-dessus d'un bail commercial à céder, dans un quartier de HLM qu'il juge architecturalement beau et intéressant, cela correspondait bien au concept de vie que Wolfgang Früh affectionne.

Mélanger lieu de vie, de travail, de courses et de loisirs dans un même quartier paraît à l'artisan un remède à la désintégration sociale, au chômage même par l'effet de chaîne que le petit commerce entraîne. Il est lié

aux autres commerçants par l'Association du Carré de la Porte Montmartre ; avec eux, il participe aux actions d'animation du quartier.

Ce que Wolfgang Früh regrette, c'est qu'il n'a que peu de chances de se faire une clientèle de quartier, vu son métier, tourné vers les musiciens "haut-de-gamme". Les petites réparations sur du matériel bas de gamme ne valent pas souvent la peine, et l'artisan a, incontestablement, une haute notion de qualité. Mais, comme il m'a spécialement recommandé de le signaler, un coup d'œil n'est jamais de trop ! Des fois, l'affection portée à un instrument justifie bien des peines...

Par la main des autres musiciens

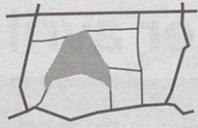
Sa clientèle habituelle est plutôt constituée de musiciens - souvent arabes ou de musique ancienne - dans un périmètre qui tend à dépasser Paris et l'Ile-de-France.

Des expositions, en Allemagne ou aux Pays-Bas, ou encore au salon Musicora à Paris, sont un passage obligé. Toutes ces préoccupations font que M. Früh n'a plus vraiment le temps de jouer lui-même d'un des instruments qu'il a appris... Mais ses instruments, par les mains des autres musiciens, qu'ils soient amateurs ou professionnels, la portent, sa musique.

Silke Rotzoll

□ Le point d'accroche, 4/6, av. de la Porte Montmartre. Tél/fax : 01 42 52 65 82, e-mail : Lepointdaccroche.Fruh@wanadoo.fr

Clignancourt



Orgues de Barbarie, limonaires et compagnie rue du Mont-Cenis

Orgues de barbarie, limonaires, pianos mécaniques, automates musiciens... c'est le domaine de l'Association des amis de la musique mécanique, dont le siège se situe rue du Mont Cenis, au domicile de son président.

Mais voilà qu' tout au bout de la rue est arrivé un limonaire avec un vieil air du tonnerre à vous faire chialer tant et plus... (Léo Ferré, "Comme à Ostende")

Fondée en 1975 par Claude Marchal (un des fils des "bougies Marchal") avec un groupe de gros collectionneurs, l'Association des amis des instruments et de la musique mécanique a son siège rue du Mont-Cenis, chez M. Christian Lecorné qui en est le président depuis quatorze ans. Son appartement est trop petit pour contenir toutes les archives documentaires, livres et disques de l'association et la plus grosse partie est reléguée dans un box de banlieue.

L'AAIMM regroupe 450 adhérents (dont quelques européens, américains et japonais). Ces adhérents sont des collectionneurs d'instruments ou des tourneurs de manivelle, amateurs pour la plupart ou professionnels intermittents du spectacle ; il y a aussi des fabricants de cartons perforés et des magiciens.

L'association édite une revue trimestrielle de belle facture. C'est la seule revue francophone existante sur les instruments de musique mécanique. On y trouve des articles techniques, les programmes des festivals, des expositions et des musées en France ou ailleurs, les ventes aux enchères et bourses d'échange ; et aussi des adresses de manufactures

d'instruments, de fabricants de cartons perforés, d'ateliers de restauration, et enfin des bibliographies et discographies.

La musique mécanique jouit d'une grande popularité en France. Déjà, au début du siècle dernier, les joueurs d'orgue de barbarie¹ poussaient leur instrument dans les ruelles pavées de Paris, entonnant les chansons en vogue à l'époque, tels les textes engagés du célèbre chansonnier Pierre-Jean de Béranger (1780-1857). Aujourd'hui, sur une centaine de tourneurs à Paris, amateurs et professionnels, à peine une quinzaine obtiennent une autorisation de la préfecture de police (annuelle et pour un

Dès le 1er siècle, Héron d'Alexandrie inclut dans son Pneumatica un «traité des automates et fontaines musicales».

A la fin du XVIIe siècle est née dans les Vosges la serinette, ancêtre de l'orgue de barbarie, qui imitait le chant des serins.

permètre défini). Pour exercer cet art, autant s'exiler en province, où la réglementation est plus souple.

Si cela vous tente, comptez au minimum 20 000 à 25 000 F pour acquérir un orgue de barbarie le plus ordinaire et entre 300 et 500 F par carton perforé. Certains apprennent la musique pour pouvoir fabriquer leurs cartons. La sonorité des orgues varie

selon le type de fabrication : les orgues à anches rendent un son proche de l'accordéon et les orgues à flûtes (tuyaux) se rapprochent des orgues d'église. Avec un orgue de 36 touches, on peut presque tout jouer.

Quant aux limonaires², déjà plus encombrants, il n'y a rien en dessous de 120 000 F.

Pour les instruments d'occasion il faut nécessairement prévoir le coût de la restauration.

Les passionnés se retrouvent dans les festivals de province ou d'Europe, et là, l'amour des instruments réunit tout le monde, le plaisir d'être ensemble n'a pas de prix.

Christian Lecorné habite le 18e depuis sa naissance. Retraité de la RATP, c'est grâce à ses indemnités de départ qu'il a enfin pu s'offrir un orgue de barbarie et l'a fait peindre aux thèmes montmartrois : sur le devant, le moulin de la Galette, avec une lingère en silhouette, sur un des côtés des ombres de mauvais garçons, des marlous à casquette marchant vers un réverbère, et à l'opposé, un groupe de commères échevelées et caquetantes. Il a toujours aimé le son de cet instrument et rêve d'aller jouer dans les rues, mais les tâches de l'association accaparent tout son temps. D'autres espoirs et d'autres rêves:



M. Christian Lecorné devant son orgue de barbarie personnel.

avoir 500 adhérents d'ici à la fin de l'année, sortir un numéro de la revue avec un CD à l'intérieur et ... un plus grand appartement. Pour l'instant, l'orgue de barbarie est sur la table de la salle à manger, et quand on tourne la manivelle on entend *Les Roses de Picardie*, ça donne envie de pleurer... allez savoir pourquoi.

Christine Brethé

□ Siège de l'association : 113 rue du Mont-Cenis.

Site Internet de l'association (hébergé par le Musée des Arts et Métiers) : www.cnam.fr/museum/musica_mecanica/

1. Orgue de Barbarie : altération du nom de Giovanni Barberi, fabricant d'orgues italien de Modène vers 1700.

2. Limonaire : du nom des frères Limonaire, inventeurs parisiens à la fin du XIXe siècle, dont l'entreprise, au 166 avenue Daumesnil, ferma ses portes en 1936.

Interdits, autorisés...

La population parisienne ayant doublé durant la première moitié du XIXe siècle, l'occupation de l'espace urbain devint conflictuelle. Il fallut établir dès 1831 une réglementation pour définir la frontière entre mendicité et professions de rue.

A la différence des autres musiciens ambulants, les joueurs d'orgue de barbarie jouissaient d'un statut privilégié : considérés comme une profession à part entière jusqu'en 1828, ils n'étaient cependant autorisés à jouer que des «ariettes et vaudevilles extraits de théâtres représentés». Par la suite ils ont été assimilés aux chanteurs et devaient soumettre aux autorités un exemplaire du titre interprété (car la censure existait pour eux comme pour les théâtres et la presse).

Entre 1831 et 1853, ils sont autorisés à circuler dans la capitale où bon leur semble jusqu'à 10 h du soir, alors que les autres musiciens disposaient de 26 lieux, limités aux carrefours, places et boulevards ; les ponts et cours d'immeuble leur étaient interdits ;

quant aux jardins publics, ils étaient réservés à la musique militaire.

Par la suite, les joueurs d'orgue ont été assimilés aux autres musiciens de rue, et la délivrance des permissions est devenue de plus en plus restrictive jusqu'à l'ordonnance du préfet de police de Paris du 3 mai 1926 (en vigueur jusqu'au début de 1997 !), laquelle contribua au déclin des professions et à la quasi disparition de «cette machine à pleurer la Bretagne et la Normandie» qui avait aussi permis aux gens des faubourgs de connaître Rossini, Donizetti, Bellini ou Meyerbeer.

Différents procès médiatisés en 1997 (voir le 18e du mois mars 97) ont fait évoluer la réglementation, et un arrêté de la préfecture de police de Paris du 25 février 1997 permet d'entrevoir un retour à la situation du milieu du siècle dernier.

Mais quelle énergie reste-t-il aux musiciens pour continuer à perpétuer le patrimoine musical et faire que la musique de rue retrouve son caractère d'art populaire ?



Un dimanche de juin 1892, un concours d'orgues de barbarie réunissant une quarantaine d'instrumentistes fut organisé rue de la Chapelle. Le journal *l'Illustration* du 2 juillet 1892 rapporte que le jury eut bien du mal à canaliser, en fin de journée, ces «fauves aux féroces hurlements»... (Document d'illustration fourni par l'AAIMM)



Du côté de la mairie

"Coups de cœur", c'est le bon plan, la boutique sympa, le lieu à découvrir. Dans cette rubrique, des membres de l'équipe du 18e du mois vous font partager leurs découvertes.

La Renaissance, un café au décor art nouveau préservé

Un grand bar en bois ciré et dessus de marbre, deux salles séparées par un panneau de vitrail au décor de roses et feuillages, des colonnes torsadées montant jusqu'au plafond à moulures, des fresques champêtres, des miroirs gravés de volutes, le tout patiné, passé par le temps, par 90 ans de fumée de cigarettes : le café *La Renaissance*, à l'angle des rues Championnet et du Poteau, a gardé le charme début de siècle. Son décor, d'origine, date de 1907.

Rabah Abbas, propriétaire du commerce depuis 1987, a même gardé le grand billard français (on ne pratique plus, il est là pour le plaisir des yeux) et un des becs de gaz originels. Il a remédié à l'horreur des néons posés en 1950, faisant faire par un artiste du quartier, client et ami, des cache-néons en vitrail reprenant les motifs fleuris du panneau de séparation.

«Il n'y a eu que trois patrons depuis la création de la Renaissance, c'est probablement pourquoi le bar a échappé aux dénaturations», déclare Rabah Abbas. En 1989, le propriétaire des murs ne voulait pas se renouveler le bail, ce local a failli devenir une banque, mais maintenant c'est moi qui suis le propriétaire. Bar de quartier, bar d'habitues (avec animations musicales un vendredi soir par mois), et bar ayant fait le tour du monde car de nombreux films y ont été tournés : *Le Mouton enragé* avec Jean-Louis Trintignant, *L'Animal* avec Belmondo, *Les Ripoux 1 et 2*, etc... Le dernier en date a été un téléfilm sur la vie de Régine, *La Renaissance* ayant été choisi pour représenter le café que les parents de la chanteuse tenaient à Belleville.

□ 112 rue Championnet. Tél. 01 46 06 01 76.

Passe-Passe, un petit tour de magie rue Hermel

Passe-Passe mérite qu'on aille faire un tour (de magie) rue Hermel, à deux pas de la mairie : nez rouges de clowns, chapeaux-claque pour abriter rubans et lapins, maquillage de piste, habits de lumière, yoyos, golos, torches, massues et balles de jonglage : on trouve dans ce magasin tout le matériel de l'acrobate et du magicien, et aussi des jouets d'enfants pour s'initier à la magie du cirque.

Détaillant et grossiste, il vend aux magasins (700 clients), aux professionnels (l'École du cirque Annie Fratellini s'y fournit) ou au chaland qui passe. Cinq personnes y travaillent dont le patron, Chris Assheton-Blair, 34 ans, «100 % anglais, plus que le premier ministre», bien que marié à une Française. En France depuis sept ans, Chris, était artiste-peintre de rue et un peu famélique quand un jour s'installa sur le trottoir à côté de lui un compatriote qui vendait des balles à jongler. L'autre fit un tabac puis en partant lui expliqua comment fabriquer ces balles. «Il m'a donné la formule, j'ai investi 200 F et... je vax maintenant cinq millions...»

□ 46 rue Hermel. Tél. 01 42 58 02 58. Du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

Marie-Pierre Larrivé

Pierre Dac dévoilé par Tibéri le 1er avril

Tout sourire, Jean Tibéri a dévoilé la plaque indiquant "Rue Pierre Dac". Les tambours des Poulbots ont résonné. Tout le monde a applaudi. C'était le 1er avril, mais ce n'était pas une farce (bien qu'une agence de presse ait annoncé que la chose aurait lieu «entre 11 h 58 et midi moins deux»). En choisissant cette date pour honorer le célèbre humoriste, Tibéri avait quand même voulu faire un clin d'œil. Clin d'œil un peu tardif si l'on pense que la décision de donner ce nom à ce bout de rue avait été votée... en juin 1996. Il avait fallu près de deux ans pour inaugurer la plaque.

Pierre Dac (1893-1975), chansonnier, avait rejoint le général de

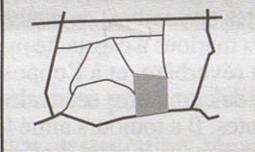


Christian Adnin

Gaulle pendant la guerre 39-45, et avait été une des voix de la France libre sur Radio-Londres. Après la guerre, il avait entre autres fondé le journal *l'Os libre* et réalisé avec son compère Fran-

cis Blanche l'inoubliable feuilleton radiophonique *Malheur aux barbues*. La rue qui porte son nom est en réalité un simple escalier, celui qui monte du métro Lamarck à la rue Caulaincourt.

Goutte d'or



Une exposition à la mairie du 18e sur les OPAH Custine - Château-Rouge

Deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ont été menées de part et d'autre du métro Château-Rouge au cours des trois dernières années, et ont pris fin ensemble en décembre 1997. L'une, à la Goutte d'Or, était la première étape de la rénovation du "secteur Château Rouge" ; mais elle couvrait une surface plus large que le secteur à rénover puisqu'elle s'étendait au nord jusqu'à la rue Ordener. La seconde OPAH couvrait l'espace entre la rue de Clignancourt, la rue Custine et les jardins du Sacré-Cœur.

Une exposition, du 11 mai au 12 juin à la mairie du 18e, fera le point sur ces deux opérations qui ont été des réussites. Elles ont permis de réhabiliter 110 immeubles pour la première, 170 pour la seconde, et 86 millions de fr ont été débloqués.

Une OPAH, rappelons-le, est une opération lancée par une municipalité, visant à inciter les propriétaires de bâtiments et de logements à effectuer des travaux de remise en état, en échange d'aides financières sous forme de subventions ou de prêts avantageux.

Dix heures de foot le 21 mai pour le souvenir de "Dadi"

Huit équipes de football cadets vont s'affronter, le 21 mai (jeudi de l'Ascension, férié) pour emporter le *Challenge Youcef Kaïd*, organisé par les Enfants de la Goutte d'Or. Ce sera, au stade des Poissonniers (2 rue Jean Cocteau), une longue journée pour ces footballeurs de moins de 17 ans, commençant à 8 h du matin et s'achevant à 18 h 30. Premières équipes inscrites : celles du 18e, Goutte d'Or, Olympique Montmartre, Championnet-Sports, ES Parisienne, plus des clubs de banlieue. Les supporters sont attendus nombreux.

Cette compétition est organisée pour honorer le souvenir d'un animateur hors pair du quartier de la

Goutte d'Or. Youcef Kaïd, que tout le monde appelait Dadi, décédé en janvier, habitant du quartier depuis les années 50, a participé à de nombreuses aventures pour aider à l'intégration entre les jeunes des différentes communautés. Alternant le rire et l'inquiétude, il était infatigable, depuis l'époque héroïque où les jeunes jouaient sur le terre-plein surlevé qu'on appelait le "démol", cette sorte de terrain vague à l'emplacement actuel du square Léon, jusqu'à la création en 1978 de l'association et du club de foot des Enfants de la Goutte d'Or, puis le lancement de la Fête de la Goutte d'Or dont il a été un des responsables.

La Ville maintient le projet de passage couvert Duployé

Dans le projet établi pour la rénovation du "secteur Emile Duployé", situé entre les rues Ernestine, Ordener, Stephenson et Doudeauville (voir notre n° 34), la Ville de Paris prévoyait notamment un passage piétonnier partant du coude de la rue Duployé et débouchant sous un porche au 6 rue Ernestine.

Lors de la présentation du projet, qui a eu lieu en novembre dernier au local de l'OPAC rue Emile Duployé sous forme d'une

exposition, les riverains ont exprimé beaucoup de réticences. Ils craignent que ce passage, étroit et encaissé, devienne un lieu de rassemblement de toxicomanes, ou bien soit gagné par l'insalubrité (urine, crottes de chiens...)

Malgré ces avis majoritairement négatifs, la Ville de Paris maintient cependant ce projet. Elle pourrait cependant accepter, si ce passage s'avérait être source de troubles, de poser des grilles permettant de le fermer le soir.

Chapelle



Le vide-greniers de l'Évangile menacé par les exigences financières de l'Hôtel de Ville



L'Olympic de la rue de Laghouat

Il existe dans le 18^e des petits trésors d'architecture et de décoration qu'il faut se hâter de découvrir avant l'arrivée du «néfaste foud» ou de la pelleteuse. Sis à l'angle de la rue Léon et de la rue de Laghouat, le restaurant *A l'Olympic*¹ est de ceux-là.

Evidemment, il faut être un peu curieux pour songer à s'y arrêter ! Disons-le tout net : la devanture suscite plutôt l'indifférence. Mais dans nos provinces, cette austérité ostentatoire n'était-elle pas gage de qualité et d'honorabilité pour les vieilles maisons de «cuisine bourgeoise» ? Ouvrez l'écrin et vous verrez : en plein cœur de la Goutte d'Or, nous sommes bel et bien dans une province où, n'en déplaise aux aiguilles de la vieille pendule, le temps s'est arrêté il y a une soixantaine d'années.

Merveille ! Le décor des années trente - boiseries, mobilier, appliques - est intact. Dans ce restaurant inauguré en 1934, seule la moleskine des banquettes a cédé la place au skaï. Au sous-sol, une grande salle, encombrée de tables de ping-pong et de billard, devait résonner jadis des réjouissances des «noces et banquets».

Les fêtes, le bourdonnement quotidien, ne sont plus qu'un souvenir. Au fil des ans, la clientèle s'est resserrée pour former quasiment un cercle d'initiés. «*Le quartier a beaucoup changé depuis mon arrivée en 1953*», explique Madame Marcelle qui, à l'âge où d'autres jouissent de leur retraite depuis longtemps, persiste à préparer une cuisine simple mais excellente et à prix raisonnable (comptez de 50 à 80 francs). Le quartier ? «*Non, pas les gens, ils sont gentils, mais les ateliers, les imprimeries ont disparu, alors forcément...*»

Forcément. Mais si la vaillante propriétaire ne veut plus ouvrir sa table le soir, c'est surtout parce qu'elle avoue n'en avoir plus la force. «*Sinon, je crois qu'il y aurait du monde*», affirme-t-elle. De fait, il y a une autre vie à l'Olympic : après le déjeuner, celle des joueurs de cartes qui arrivent au milieu de l'après-midi. Heureusement pour la survie de ce petit coin de mémoire, André est resté auprès de sa mère pour assurer le service en salle et sous les néons sinueux du vieux comptoir.

Si je vous dis qu'en sortant, j'ai cru voir la silhouette de Marcel Aymé, la cigarette au bec, traverser un mur de l'Olympic, vous penserez peut-être que j'ai un peu forcé sur le sauvignon qui accompagnait la délicieuse choucroute ? En effet, ça doit être ça !

Jean-François Robert

1. Ouvert du lundi au vendredi, mais on ne sert à manger que le midi. (Ne pas confondre avec un autre Olympic, rue Simart, dont nous avons parlé dans notre précédent numéro.)

Chaque année, l'association «AM 18» organise un vide-greniers. Cette année, elle envisage de le faire le 24 mai. Ce nom étrange, AM 18, désigne la principale association de quartier de la ZAC Évangile, ainsi dénommée parce qu'elle s'est créée à un moment où les rues de ce quartier n'avaient pas encore de nom, et où la rue Tchaïkovski s'appelait encore «voie AM 18».

Un des rôles que s'assigne l'association : aider les habitants du quartier à faire connaissance entre eux. Le vide-greniers est un bon moyen : pendant une journée, les familles exposent les objets divers dont elles n'ont plus l'usage mais dont elles pensent qu'ils peuvent intéresser quelqu'un d'autre.

Ce n'est pas une de ces grosses brocantes qui se multiplient en Ile-de-France, fréquentées par des marchands professionnels ou semi-



professionnels. Ici, seuls les habitants du quartier peuvent vendre. On y vend peu, mais on y parle beaucoup : c'est le but recherché.

Trois mois à l'avance

Il existe une réglementation des brocantes : les personnes qui participent à plus de deux brocantes ou vide-greniers pour y vendre des

objets doivent payer des taxes, exactement comme les commerçants établis. Le but est d'empêcher une concurrence déloyale : jusqu'à deux brocantes, on est un amateur, au-dessus on est considéré comme professionnel. Ce qui oblige les organisateurs à fournir à l'administration une liste précise des exposants.

Mais voilà que cette année, d'un coup, les exigences ont formidablement augmenté. L'administration exige que les organisateurs fournissent la liste des participants entre cinq et trois mois avant ; ce qui, pour un petit vide-greniers comme celui de l'Évangile, et sans doute pour beaucoup d'autres, est à peu près impossible. L'association AM 18 a fait pour le mieux...

Et surtout, la Ville de Paris impose maintenant une taxe d'occupation du sol (3,50 F par m²) et une taxe de nettoyage (7,50 F). En tout, cela fera, pour 600 m², une somme de 6 600 F à payer par l'association AM 18. Les organisateurs se demandent où ils la trouveront. D'autant plus qu'ils vont aussi devoir payer 3 000 F environ à la police pour la présence de deux agents et d'une voiture, qu'ils estiment nécessaire afin de garantir la sécurité. La police, c'est payant.

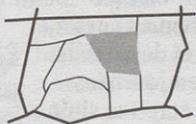
Ça fait cher pour la convivialité. L'association essaie de négocier pour éviter cela. A suivre. ■

Deux autres brocantes à la Chapelle

■ **Dimanche 5 juin**, de 7 h à 19 h, l'Association familiale du Rond-Point de la Chapelle organise sa brocante-vidé-greniers face au 72 rue de la Chapelle. Tous renseignements : 01 46 07 54 21 ou 01 40 38 21 03.

■ **Dimanche 14 juin**, l'Amicale des locataires des 67 à 73 rue de la Chapelle organise une brocante, de 9 h à 18 h, devant les immeubles. Peuvent y participer les locataires riverains et les habitants du quartier. Tél. A.M. Vivent, 01 42 76 71 72.

Simplon



Le quartier Simplon prépare ses prochaines fêtes



Noëlle Monier

Les instituteurs du quartier Amiraux-Simplon ont compté plus de 600 enfants participant au défilé de carnaval dans les rues le 28 mars. Avec les adultes, cela faisait probablement près d'un millier de personnes... et une débauche d'idées de maquillages et déguisements.

Les «Foulées du Simplon», course Lpédestre que le comité «Simplon en fêtes» pensait organiser en mai, n'auront pas lieu : les organisateurs, dont c'est la première expérience en ce domaine, ne se sentaient pas prêts. Le projet est reporté au printemps 1999.

Ils préparent, pour le 20 juin prochain, veille de la Fête de la Musique, un repas de quartier, probablement dans une cour d'école, avec un programme musical - mais uniquement de la musique acoustique, l'électrique sera bannie ce soir-là...

C'est surtout la prochaine fête du quartier qui mobilise les énergies. Elle aura lieu les 2, 3 et 4 octobre. Contrairement à l'an dernier, elle n'aura pas la forme d'un rassemblement unique, mais il y aura diverses initiatives dans plusieurs lieux du quartier, le théâtre l'Alambic, l'église où est prévu un concert de musique classique, le gymnase avec des événements sportifs. Il y aura un vide-placards, un loto...



Thierry Nectoux

18^e
ENQUÊTE

Une journée aux urgences de l'hôpital Lariboisière

L'hôpital Lariboisière, encastré entre le boulevard de la Chapelle, la gare du Nord et le boulevard Magenta, est l'un des deux hôpitaux de secteur pour le 18^e arrondissement. (L'autre est Bichat, à la Porte de St-Ouen.)

Aujourd'hui, avec 824 lits, 35 services, près de 4 000 personnes qui y travaillent (dont 918 médecins), et sa complémentarité avec les hôpitaux voisins Saint-Lazare (54 lits) et Fernand Widal (360 lits), Lariboisière est devenu un des plus grands groupes hospitaliers de Paris.

La diversification et la spécialisation des services, ainsi que l'importance du plateau médico-technique (deux scanners, installation en 1998 d'un IRM, etc.) lui permettent de répondre à sa triple vocation de grand centre d'urgences, d'hôpital de proximité et d'hôpital de spécialités au recrutement plus large.

On compte 58,1 % de Parisiens parmi les patients qu'il a accueillis en 1996, dont 25 % environ du 18^e arrondissement. 40,5 % viennent de banlieue ou de province et 1,5 % de l'étranger. Avec en moyenne 460 000 consultations, 30 000 admissions, 50 000 urgences accueillies, 2 000 naissances, 300 000 journées d'hospitalisation sur une année, on se rend compte de l'activité de cet hôpital.

Sur les 30 000 malades admis en 1996 à Lariboisière, 10 500 l'ont été en médecine générale, 6 000 en médecine spécialisée, 8 000 en chirurgie, 3 300 en spécialités dites "coûteuses", le reste se répartissant en hôpital de jour, rééducation, long et moyen séjour. Parmi ces malades, 4 000 viennent du 18^e dont 1 100 en urgence et plus d'un millier dans le service de gynéco-obstétrique.

Une des grandes particularités de Lariboisière réside dans l'importance de son service social, qui emploie 27 personnes (19 assistantes sociales). On a pu constater que 30 % des malades ont de très faibles ressources, 25 % un hébergement précaire dont 10 % sont SDF (ils représentent la moitié des cas de tuberculose). Cette prise en charge de la misère s'est concrétisée notamment par l'instruction de dossiers de demandes de RMI au sein de l'hôpital, de régularisations socio-administratives et l'organisation de la réinsertion après la période d'hospitalisation.

25 % de la population hospitalisée a plus de 80 ans. Pour les responsables de Lariboisière, l'accueil et le transfert vers d'autres services de gériatrie des personnes âgées constituent un des problèmes majeurs des années à venir.

Jean-Yves Rognant

□ 2 rue Ambroise Paré 75009 Paris. Tél. : 01 49 95 65 65.

Tous les problèmes de la vie moderne se reflètent dans le service des urgences d'un hôpital. Récit d'une journée ordinaire aux urgences de Lariboisière, avec quelques-uns des multiples cas auxquels le service doit faire face.

Le service des urgences est composé de trois parties principales. D'abord les urgences lourdes dites "trauma soins urgents" : cette partie est équipée pour la survie sur place du patient ; une "unité d'hospitalisation d'urgence" y est attachée, qui permet l'hospitalisation pendant 24 heures pour les premiers soins et en attendant l'affectation dans un service.

Ensuite le secteur des urgences traditionnelles, où l'on pratique de petites interventions, sutures et plâtrages.

Et un secteur médico-social avec un psychiatre 24 heures sur 24, un somaticien et deux assistants sociaux en journée.

Au premier étage se situe une polyclinique, ouverte depuis le 6 octobre, qui consulte jusqu'à 18 heures et à laquelle sont adressées pendant la journée les urgences non urgentes ou "fausses urgences". Cent personnes viennent y consulter quotidiennement en médecine générale, orthopédie, chirurgie, pneumologie, dermatologie. Il y a aussi un service de dépistage du VIH.

9 h 45. Il y a ce matin un peu de monde, mais les gens patientent sagement à l'accueil, assis sur des bancs en fer dans le hall, où ils attendent leur admission ou celle de leurs proches, face à l'entrée du service des urgences traditionnelles. Peu de stress dans les rangs, seule une

personne vient demander des nouvelles de sa tante hospitalisée la veille au soir ; elle est inquiète et un peu agressive : «*Je veux des nouvelles.*» L'infirmière d'accueil la fait patienter : «*On doit s'occuper des malades d'abord !*»

10 h 15. La surveillante générale, Mme B., entreprend avec nous un tour accéléré des différents secteurs des urgences. Elle vient de prendre son service, mais les problèmes s'accumulent déjà. «*En ce moment nous avons en moyenne 156 admissions par 24 heures.*

Parmi eux, peu d'enfants, qui seront adressés à l'hôpital Robert Debré après examen.

Une infirmière et un aide soignant sont à l'accueil pour les urgences lourdes ou traditionnelles. «*Le malade est pris en charge à partir de là de A à Z.*» On prend sa température et sa tension artérielle et on établit une fiche, classée ensuite dans son dossier.

Au moindre doute, l'infirmière d'accueil appelle le médecin coordinateur. Aucun malade ne quitte les urgences sans avoir été vu par lui. Il gère le service avec deux médecins sous ses ordres : en médecine générale et en traumatologie. Tous les médecins des urgences consultent dans les autres services un jour par semaine, pour ne pas être coupés du reste de l'hôpital.

Situé dans un quartier populaire et à

proximité des gares de l'Est et du Nord, Lariboisière accueille une population parfois totalement démunie. «*Lorsqu'ils arrivent, il faut souvent débarbouiller et désinfecter les malades dans la "salle de bains" (une pièce carrelée, pourvue d'une couchette roulante imperméable, d'un pommeau de douche et de désinfectants) avant de pratiquer le moindre soin car ils sont dans un tel état qu'il n'est pas possible pour les médecins d'intervenir avant !... Après la douche, il faut les rhabiller, mais leurs vêtements doivent souvent être brûlés tant ils sont sales et déchirés.*» Un système de solidarité s'est mis en place. Un grand placard, "l'annexe Tati" comme dit Mme B., contient chaussures et vêtements récupérés par le personnel des urgences et destinés aux malades les plus démunis. Un problème : le personnel étant majoritairement féminin, le vestiaire manque de vêtements d'hommes.

11 h. Retour dans le hall. Un vieux monsieur arrive en fauteuil roulant accompagné par les pompiers. Commentaire de la surveillante : «*Lui, c'est probablement un client pour la douche.*»

11 h 30. Deux sapeurs pompiers entrent avec une vieille dame qui s'est fracturé le bras en glissant dans l'escalier. Elle est conduite dans la partie des soins traditionnels, dans une chambre où on l'allonge et où on la rassure en attendant d'examiner la fracture. Le service des urgences vient en effet d'obtenir qu'un service de radiologie y soit spécialement affecté. «*Avant, il n'y avait dans l'hôpital qu'un seul service de radiologie générale et nous devions faire passer nos patients entre deux rendez-vous programmés, maintenant nous avons réussi à supprimer cette attente.*»

Retour dans le hall d'accueil : quatre agents de police amènent un homme très excité et menotté, visiblement en état

d'ébriété. Il refuse de se laisser examiner puis réclame un médecin. Les policiers l'ont amené pour vérifier que leur "client" est bien en état de supporter les 24 heures de garde à vue et ils attendront le certificat du médecin venu l'examiner à l'accueil avant de repartir, direction le commissariat.

L'infirmière d'accueil me raconte qu'il arrive parfois qu'agresseur et agressé arrivent simultanément aux urgences, «*on est alors obligé de jouer au chat et à la souris en les cachant l'un à l'autre.*»

11 h 45. De nouveau les pompiers, avec un monsieur qui vient d'avoir un accident en moto.

Comme dans les restaurants le premier "coup de feu" se situe aujourd'hui entre 11 h 30 et 12 h 30, mais l'organisation interne étant solidement structurée le personnel arrive bien à gérer la situation. La "clientèle" du matin est plutôt constituée de gens qui viennent d'eux-mêmes. Plus tard dans la journée, l'intervention des pompiers et des agents de police sera prépondérante.

15 h. Le hall. C'est calme. Deux infirmiers discutent en attendant leur affectation. Un Anglais est examiné par le médecin coordinateur. Il faut, aux urgences, savoir jongler avec plusieurs langues. Un homme âgé qui vient de Châtillon a eu un malaise en faisant des courses dans le quartier. Il attend d'être examiné. «*Ils sont bien, ici, ils sont très gentils.*» Un autre beaucoup plus jeune s'est trouvé mal lors d'un repas dans un restaurant. Le quotidien de l'après midi à Lariboisière commence.

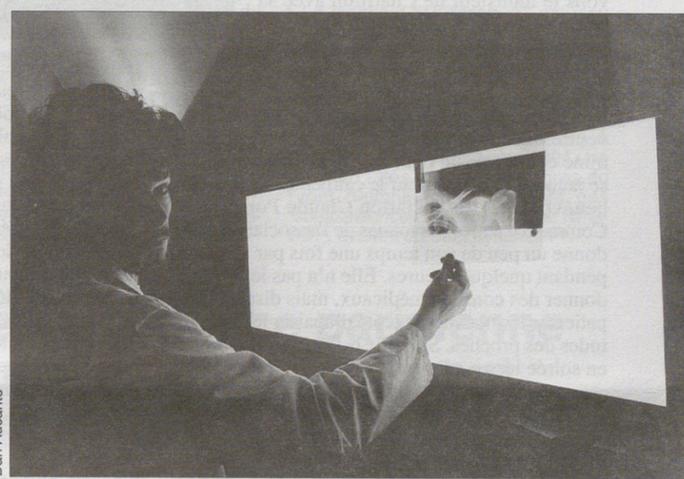
Dans les boxes réservés aux plâtrages, nous rencontrons un monsieur qui habite le 18^e. Il porte un plâtre en résine à la jambe depuis quelques jours et ne le supporte plus. L'accident bête : «*Je jouais au foot avec mes gosses et j'ai shooté dans une armoire.*» Il s'est fait soigner dans une clinique où il s'est fait poser un moulage en résine, matériau novateur mais onéreux. «*Vous savez, les*

cliniques privées...» L'interne devra le lui retirer au prix de quelques douleurs supplémentaires et il repartira un peu plus tard avec un plâtre traditionnel tout neuf.

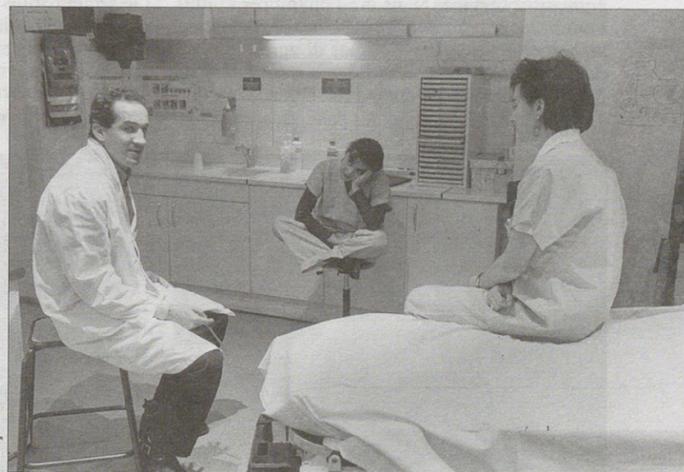
16 h 45. Le hall. Même scène que ce matin : cinq policiers du 19^e arrondissement amènent un homme ivre et très énervé. Ils attendront d'obtenir l'aval du médecin avant de le mettre en chambre de dégrèvement un peu plus tard au commissariat. Plus loin, un monsieur qui roulait à vélo et a percuté une automobile (eh oui ça arrive aussi dans ce sens-là). Les agents de police font le constat des blessures après l'examen par le médecin. Son arcade soucieuse est ouverte et il va bientôt être amené au rayon sutures. Là le médecin lui réserve une surprise : pas de points visibles et douloureux sur le visage, mais une



Dan Aucante



Dan Aucante



François Le Diacrom

Les 2 600 000 francs or de la comtesse

Lariboisière est né du déséquilibre entre les équipements de santé au nord et au sud de Paris. Avant 1847, la rive gauche (le sud) comprenait 5 hôpitaux et 2 268 lits contre 628 lits pour le nord. En 1818, la Ville de Paris fit l'acquisition des terrains du clos Saint-Lazare. Cependant, le projet fut mis en sommeil et ce n'est qu'à partir de 1847 que commença la construction du nouvel hôpital. La révolution de 1848 interrompit brutalement les travaux. Mais, à sa mort, le 27 décembre 1851, Elisa Roy, comtesse de Lariboisière, fit don à l'Assistance publique d'un des plus grands legs de son histoire : 2 600 000 francs or, soit un quart du coût total de l'hôpital. Les travaux reprirent. L'hôpital fut achevé en 1852 et reçut le nom de sa généreuse donatrice en 1853.

J.Y.R.

colle tissulaire avec laquelle il n'y a pas besoin de pansements. «C'est magique : avec ça, fini les vilaines traces des points de suture, en plus ça sèche en trente secondes, ça tombe tout seul au bout de huit jours et par rapport à la colle biologique, pas d'infection. Malheureusement c'est très coûteux, alors on l'utilise avec parcimonie...»

A côté, on examine un monsieur sourd, muet et non accompagné dont on sait seulement qu'il vient de se faire agresser et qu'il est déjà venu aux urgences le mois précédent. L'interne nous explique que «les dossiers sont gardés deux ans, ce qui permet de suivre des patients. Le soir la clientèle n'est pas la même, il y a bon nombre d'habitues et certains dossiers ressemblent à des annuaires téléphoniques.»

Dans le hall de nouveau, nous retrouvons le monsieur de Châtillon avec sa femme et leurs 58 ans de mariage. Ça va mieux, beaucoup mieux, ils attendent le taxi pour rentrer à la maison et repartir pour une 59e année.

A l'accueil, un jeune homme a très mal au ventre. Il est obligé d'attendre avant d'être examiné et s'affole un peu. Une jeune fille en blouse jaune s'approche pour le calmer. C'est une des bénévoles de l'association Claude Pompidou. Comme les autres personnes de l'association, elle donne un peu de son temps une fois par semaine pendant quelques heures. Elle n'a pas le droit de donner des conseils médicaux, mais discute, fait patienter les malades et tente d'apaiser les inquiétudes des proches. Son rôle est surtout important en soirée lorsque l'atmosphère est plus tendue.

19 h. Nous sommes dans l'unité d'hospitalisation d'urgence, où les patients qui ont nécessité des soins vitaux sont gardés pendant 24 heures, en observation ou bien en attente d'être affectés à un autre service. Dans cinq chambres et huit boxes reviennent peu à peu à la vie, dans une ambiance feutrée, les victimes d'agressions ou de bagarres et les ex-candidats au suicide. Les opérés ne sont pas là : il n'y a aux urgences qu'une salle de chirurgie légère et les patients, après avoir



Thierry Nectoux

transité par le service des soins vitaux, sont aiguillés sur les différents services de chirurgie lourde de Lariboisière.

Retour au hall et changement d'ambiance par rapport à l'après-midi. L'ambiance est plus pesante, le personnel plus concentré sur son travail. Il sait qu'il va avoir à gérer une "clientèle" différente : des "habitues", dont il connaît les débordements éventuels, et beaucoup plus de SDF, de personnes ivres, démunies ou en détresse psychique.

Une jeune fille accompagnée par ses parents arrive au box d'accueil, elle est en pleurs et ne se contrôle plus. Fuite dans le hall, hurlements, elle sort talonnée par sa mère, rentre de nouveau quelques minutes plus tard. Un médecin réussit enfin à l'amener dans le secteur soins où on va pouvoir la calmer.

Un des "habitues", vieux monsieur clochard et assez éméché, entre en scène, accompagné par les pompiers qui viennent de le ramasser. Il a probablement fait un malaise. L'infirmier le salue gentiment par son nom, lui demande de rester calme

et de ne pas crier, prend sa tension («9/6, vous avez 9/6 Monsieur D.» - «C'est beaucoup, ça ?» - «Non, c'est normal»). On l'installe dans la salle d'attente après avoir récupéré ses bagages : une bouteille de vin dans un sac en plastique. Resté

La nuit, il y a beaucoup plus d'habitues, de SDF, de personnes ivres, démunies ou en détresse psychique.

sage pendant quelques secondes, le vieil homme commence à vociférer des insultes racistes, puis crie de plus en plus fort, s'en prenant à un autre quasiment dans le même état en plus hébété et qui vient de faire une chute. Le médecin responsable décide de le faire sortir. Quelques minutes plus tard, rentrée fracassante de l'agent de sécurité, du clochard et d'un automobiliste furieux qui a assisté à l'évacuation sans ménagement du perturbateur, est intervenu, a failli se battre avec l'agent de sécurité et menace

maintenant de porter plainte. La surveillante générale essaye de calmer l'automobiliste. Elle nous confiera plus tard au sujet du vieil "habitué" : «Il est complètement désocialisé, on ne peut rien faire pour lui, même le SAMU social n'en veut plus, alors on le récupère périodiquement ici.»

Pendant deux heures se succéderont des arrivées du même genre.

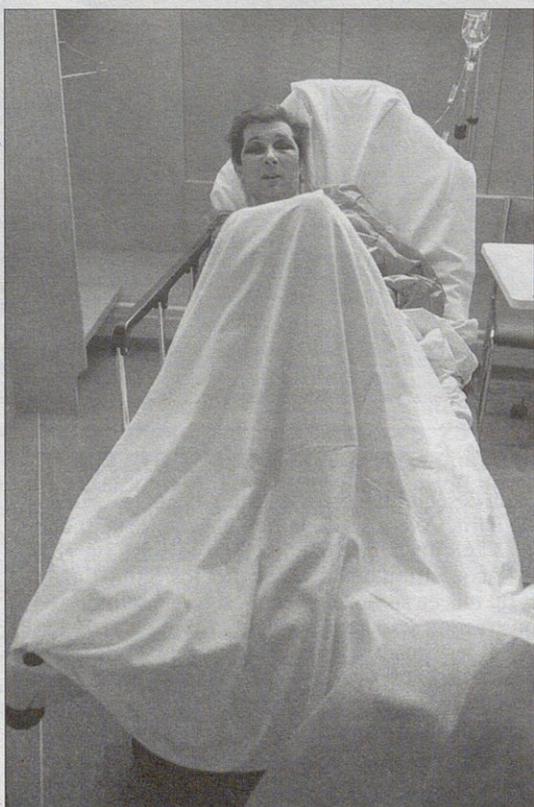
Dans le hall, l'inquiétude des patients et de ceux qui les accompagnent se fait sentir. Les gens sortent prendre l'air, rentrent, ressortent... l'attente paraît plus longue : une jeune fille : «Je suis là depuis sept heures et demi avec mon copain, et ils ne lui ont rien fait. Il a eu une crise d'épilepsie, il peut avaler sa langue...» J'apprends plus tard que ce sont des habitués des urgences : «Ces derniers temps il fait tout le temps des crises.»

Une femme qui s'est fait mordre par un de ses chiens quelques jours avant est venue soulager la douleur de son pouce assez gravement pincé. Elle aurait probablement pu attendre jusqu'au lendemain «mais bon, elle est du quartier...» et surtout, surtout, elle sait, comme beaucoup d'autres, qu'ici elle trouvera un peu de la chaleur humaine et de l'attention quotidienne qui lui font défaut. Comme si les urgences de Lariboisière étaient parfois le dernier refuge possible.

Anne Farago

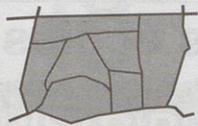
Le reportage photo qui illustre cet article a été réalisé par Dan Aucante, François Le Diascorn et Thierry Nectoux, membres de l'équipe du 18e du mois, avec l'accord de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, et bien entendu des personnes photographiées.

François Le Diascorn



François Le Diascorn





Un rapeur et sept footballeurs gagnent au stade des Fillettes

Noël Monier



Yaro, de la Goutte d'Or, rapeur.

Les jeunes étaient venus nombreux, le 11 avril au stade des Fillettes, de tous les quartiers populaires du 18^e, pour une rencontre de sélection de l'opération "Banlieues du monde". Une journée de foot et de musique...

Objectif de l'opération : afin que les jeunes soient pleinement associés à la Coupe du monde de football, la ville de Saint-Denis, où se trouve le Stade de France, invite 37 délégations de jeunes de 15 à 18 ans, composée chacune d'une équipe de foot de sept joueurs, et d'un groupe de musique.

Les équipes du 18^e arrondissement se sont affrontées le 11 avril pour représenter Paris. Côté foot, sept joueurs de Clignancourt ont battu en finale sept joueurs de la cité Charles Hermite. Côté musique, Yaro, un jeune rapeur de la Goutte d'Or, a été déclaré vainqueur.

Yaro et les sept sont alors partis à Bourges où, le 16 avril, durant le Printemps de la chanson, avait lieu la sélection finale. Hélas, les jeunes du 18^e en sont restés là. C'est la dure loi de la compétition. Ils ne joueront pas à Saint-Denis pendant le Mondial. Peut-être dans quatre ans ?...

Emplois jeunes : on approche de la centaine dans le 18^e

Déjà une centaine de dossiers d'associations ont été déposés dans le 18^e dans le cadre de l'opération "emplois jeunes". Il s'agit, rappelons-le, pour les associations de créer des emplois répondant à des besoins non satisfaits jusqu'à présent, pour lesquels pourraient être embauchés, pour une durée de cinq ans en principe, des jeunes - dont le salaire serait pris en charge par l'Etat à hauteur de 80 % du SMIC. Les dossiers établis par les associations vont être examinés, pour agrément, par la préfecture.

Elections professionnelles dans la police : fort recul de l'extrême-droite dans le 18^e

Les élections professionnelles 1998 dans la police, qui ont eu lieu en avril, ont marqué dans le 18^e un fort recul des syndicats classés à l'extrême-droite.

En 1995, lors des précédentes élections, les deux syndicats d'extrême-droite, FPIP et Front national-Police, avaient obtenu au total 32 %, ce qui faisait du 18^e l'arrondissement parisien où l'extrême-droite policière réalisait le meilleur score.

Cette fois-ci, changement complet. Le Front national-Police n'a pas pu présenter de candidats, un tribunal ayant jugé que cette organisation, émanation d'un parti politique, n'était pas un véritable syndicat. Quant à la FPIP, elle s'effondre, n'obtenant dans le 18^e que 9,1 % ! On constate globalement un recul de l'extrême-droite dans la police à Paris et au niveau national, mais il est particulièrement spectaculaire dans le 18^e.

A l'opposé, le SGP, qualifié généralement de "syndicat républicain",

progresses dans le 18^e de 25 % et obtient 65,3 %.

Cette évolution est due à divers facteurs : le décès en 1996 d'un délégué FPIP assez populaire au commissariat du 18^e ; mais surtout, le développement de l'activité syndicale du SGP, et peut-être aussi le fait que beaucoup de policiers se sont rendu compte de l'impasse que constituait l'extrême-droite pour la défense de leurs intérêts collectifs.

Voici les chiffres de 1998 (vote pour la "commission administrative paritaire nationale" parmi les quelque 500 policiers du commissariat de "sécurité publique" du 18^e) : **Votants** 75 % (au lieu de 62 % en 1995). **SGP** 65,32 % (40,12 % en 1995). **"Alliance"** 16,39 % (13,16 %). **FPIP** 9,13 % (21,94 % en 1995). **UNSA-"Différence"** 6,98 % (3,93 % en 1995). **CGT** 1,04 %. **FO** 0,52 %. **CFDT** 0,26 %. **CFTC** 0,26 %. (Le Front national-Police, qui avait obtenu 10,03 % en 1995, n'était pas présent.)

□ Pour comprendre ces chiffres :

- **Le SGP** (Syndicat général de la police), qui regroupe les policiers de la sécurité publique en région parisienne, majoritaire depuis 1946 dans cette catégorie, était l'une des composantes de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) jusqu'à l'éclatement de celle-ci l'an dernier.

- **"Alliance"** est formé principalement des membres de l'ancienne USC (Union des syndicats catégoriels) ; cette organisation, contrairement au SGP, est présente dans toutes les catégories, à Paris et en province ; elle est considérée comme "modérée".

- Le syndicat **"Différence"** est issu d'une scission du SGP en 1992. Il a adhéré récemment à l'Union nationale des syndicats autonomes.

- **La FPIP** (Fédération professionnelle indépendante de la police), créée il y a une vingtaine d'années et située à l'extrême-droite, a connu en 1994 une scission : des policiers membres du Front national, lui reprochant des "complaisances" envers la droite RPR-UDF, avaient créé un syndicat FN.

Ce que la réforme de la police parisienne va changer dans notre arrondissement

C'est décidé : la réforme de la police parisienne entrera en application début 1999. Le ministre de l'Intérieur en attend une efficacité accrue et une simplification administrative.

Actuellement, dans le 18^e comme dans tout Paris, la police dépend de deux grands services distincts :

- D'abord la police de **sécurité publique**, qui regroupe les agents en tenue et un certain nombre en civil, et qui dépend du **commissariat central**

Actuellement :

- **La police de "sécurité publique" dans le 18^e :**

Commissariat central : 79 rue de Clignancourt, tél. 01 73 63 00. **Vigies de police** : la plus importante est installée à la mairie du 18^e (rue du Mont-Cenis). Vigies également 5 rue Achille Martinet, 98 bd Ney, 7 rue Emile Blémont, 4 rue La Vieuville (place des Abbesses), 10 rue Raymond Queneau, 34 rue de la Goutte d'Or.

- **Les commissariats de quartier** ("police judiciaire et administrative") : 5 rue Achille Martinet (quartier Grandes Carrières), 122 rue Marcadet (quartier Clignancourt), 50 rue Doudeauville (quartier Goutte d'Or), 10 rue Raymond Queneau (quartier Chapelle).

- **L'hôtel de police du 34 rue de la Goutte d'Or** abrite à la fois une **vigie** de police de **sécurité publique**, les locaux de la division de **police judiciaire**, et sert de cantonnement à des compagnies de CRS ou de policiers venues d'ailleurs et opérant temporairement dans le 18^e.

du 18^e arrondissement, 79 rue de Clignancourt, dirigé par le commissaire Maucourant. Le rôle de ce service est d'assurer l'ordre, la sécurité (entre autres, la circulation) et, en ce qui concerne la délinquance, de réaliser les interventions d'urgence.

Les **vigies** de police dépendent du commissariat de **sécurité publique**. Elles sont le lieu où se rassemblent les flotiers (policiers affectés à tel ou tel quartier précis). Elles ne sont pas habilitées à enregistrer les plaintes.

- En deuxième lieu, il y a la **police judiciaire** (PJ) qui, comme son nom l'indique, travaille en liaison avec la justice et est principalement chargée des **enquêtes**. Certains services de police judiciaire dépendent directement de la préfecture de police ; d'autres dépendent des **districts** de PJ, qui à Paris recouvrent une zone géographique plus large qu'un simple arrondissement. Le district nord de police judiciaire couvre quatre arrondissements, dont le 18^e - où il est installé dans des locaux rue de la Goutte d'Or.

Les **brigades anti-criminalité** (BAC) dépendent de la police judiciaire, elles peuvent être rattachées soit aux commissaires de district, soit directement à la préfecture.

Et, ce qui est surtout important pour le public, les **commissariats de quartier**, où les gens doivent se rendre pour toute démarche (porter plainte, signaler la perte de ses papiers, etc.) sont rattachés à la **police judiciaire** et ne dépendent donc absolument pas, actuellement, du commissariat de **sécurité publique** du 18^e.

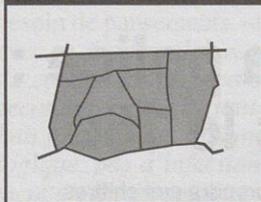
Difficile de s'y retrouver, et difficile de déterminer les responsabilités. Par exemple, le commissaire Maucourant, depuis qu'il est en place, a toujours accordé une grande attention aux relations avec la population et avec les associations de quartier ; il explique qu'il veut être à l'écoute, répondre aux préoccupations des gens. Mais le fait que ni les commissariats de quartier, ni les BAC, ne dépendent de lui, limite ses possibilités.

Une "police urbaine de proximité" unifiée

La réforme de la police parisienne qui vient d'être décidée va modifier tout cela.

Dans chaque arrondissement il y aura, à partir de 1999, une circonscription unique de **police urbaine de proximité**, regroupant les services et les personnels de **sécurité publique** et les **commissariats de quartier** de police judiciaire et administrative. Cela entraînera pour le public un changement : il y aura une permanence de police judiciaire 24 heures sur 24.

Quant aux **districts** de police judiciaire, ils vont se recentrer sur leur rôle principal : les enquêtes en liaison avec la justice. Ils devraient recouvrir des zones géographiques plus importantes ; il y aura donc moins de districts de PJ à Paris. Le nombre et la taille de ces districts ne sont pas encore déterminés. Un des projets en discussion envisage un district de PJ regroupant le 18^e, le 19^e, le 20^e, le 12^e, le 11^e, le 10^e, le 2^e et le 4^e ; mais cela paraît un peu démesuré... ■



Comité des Fêtes : Guillet démissionne

Le conflit qui, au Comité des fêtes du 18^e, oppose les partisans de son président Gilles Guillet à ceux du maire Daniel Vaillant vient de rebondir. Un compromis semblait avoir été trouvé pour que M. Guillet reste en place jusqu'à la prochaine assemblée générale. Mais celui-ci, par une lettre du 31 mars, a démissionné.

Vaillant et ses amis estiment que Guillet, ayant été candidat aux législatives comme suppléant de Stefanini (RPR) et continuant à assumer une responsabilité politique au côté de ce dernier, n'a plus l'indépendance nécessaire à cette fonction, et ils ont tenté de le renverser (voir *Le 18^e des mois* janvier 98). L'activité principale du Comité des fêtes est l'organisation de la Fête des Vendanges, dont les revenus lui permettent de subventionner diverses associations et activités. Gilles Guillet avait trouvé une situation déficitaire lorsqu'il avait été élu président en 1996 ; en décembre 97, il a présenté des comptes bénéficiaires de + 765 310 F.

A l'heure où nous mettons sous presse, on ignore encore comment sera assuré son remplacement.



Gilles Guillet

Tibéri, Toubon et les élus du 18^e

Quel a été le choix des élus du 18^e dans la fronde qui, au Conseil de Paris, a conduit 37 conseillers RPR et UDF à rompre avec le maire Jean Tibéri et à constituer un groupe séparé derrière Toubon ?

La droite locale RPR-UDF a trois élus au Conseil de Paris. Roger Chinaud (UDF, ancien maire du 18^e) s'est rangé derrière Toubon, contre Tibéri, ce qui ne surprendra personne. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF lui aussi) a pris parti, au contraire, pour Tibéri. Il en a été récompensé : il était auparavant adjoint au maire de Paris mais sans responsabilité particulière, il vient d'être chargé du commerce et de l'artisanat. Quant à Claude Lambert (RPR), entré tout récemment au Conseil de Paris où il a remplacé Jean-Louis Debré, démissionnaire, il est resté inscrit au groupe RPR de l'Hôtel de Ville, donc derrière Tibéri.

Le conseil d'arrondissement réclame des écoles

Le cri d'alarme des parents d'élèves et des enseignants (voir notre dernier numéro) est relayé par le conseil d'arrondissement du 18^e, qui a voté, à l'intention du maire de Paris, un vœu au ton exceptionnellement ferme.

• **A la Chapelle**, en plus de l'école de douze classes dont la construction est promise place Hébert, et de l'école qui sera construite dans la ZAC Pajol si celle-ci se réalise, le conseil d'arrondissement estime indispensable que le bâtiment du 37

rue Pajol, qui va accueillir deux classes à la rentrée prochaine, soit aménagé pour devenir une véritable école.

• **A la Goutte d'Or**, tout indique que l'école de la rue de la Goutte d'Or qui va ouvrir à la rentrée prochaine sera très insuffisante. La municipalité de Paris envisage trois classes supplémentaires s'ajoutant aux 14 de la rue Richomme, ce qui est aberrant. La construction d'une école de dix classes est prévue dans le secteur Emile Duployé, mais il

semble déjà certain que ce nombre sera insuffisant.

• Dans les quartiers **Bas Montmartre** (Orsel-André del Sarte) et **Joseph de Maistre**, deux écoles (une maternelle et une élémentaire) devraient être programmées.

• Les élus du 18^e demandent que l'école maternelle de la ZAC **Moskova**, prévue pour janvier 2 000, puisse ouvrir dès septembre 1999.

• Dans le quartier **Simplon**, il faut une école maternelle supplémentaire de 5 classes.

Politique locale : Stefanini (RPR) s'allie à Folch (extrême-droite)

Les deux hommes signent ensemble un tract qui, à propos d'un projet rue Marcadet (projet qui d'ailleurs n'a pas eu de suite), fait un amalgame abusif entre immigration et insécurité.

Surprenant : un tract distribué à la mi-avril dans les boîtes à lettres du secteur Château-Rouge, portant deux signatures côte à côte, celle de Patrick Stefanini (conseiller régional RPR) et de son association *Avec vous pour le 18^e*, celle d'Arnaud Folch et de son association *J'habite le 18^e*. Surprenant car, il n'y a pas si longtemps, un des responsables locaux du RPR, et non des moindres, nous disait sans ambage, parlant d'Arnaud Folch : «C'est un fasciste.»

Fasciste ou non, nous ne nous prononcerons pas ici à ce sujet, mais il est sûr en tout cas qu'Arnaud Folch est un habitué de l'extrême-droite : journaliste politique à *Minute*, rédacteur en chef du journal de la FPIP, l'organisation syndicale d'extrême-droite de la police, il a été plusieurs fois candidat aux élections dans le 18^e, mettant en avant un thème à peu près unique : l'obsession sécuritaire. (La liste qu'il conduisait a obtenu 3,1 % des voix aux municipales de 1995, et lui-même a fait 2,2 % aux législatives de 1997 dans la 18^e circonscription, celle où se présentait également Stefanini.)

Le tract qui vient d'être distribué sous cette double signature développe une thématique que l'on trouve plutôt en général dans la littérature du Front national : l'assimilation de l'insécurité et de l'immigration. Est-ce une indication sur la position de Patrick Stefanini dans le débat qui agite actuellement la droite au sujet de ses rapports avec l'extrême-droite ?

Contre-vérités

Le tract Stefanini-Folch est intitulé : «*L'installation du foyer pour travailleurs migrants du 43-43 bis rue Marcadet n'aura pas lieu. Une grande victoire pour les riverains.*» Le tract affirme que «*le maire du 18^e et son premier adjoint, député PS, voulaient nous imposer "en douce", sans la moindre concertation avec les riverains, une "résidence sociale pour*

250 travailleurs immigrés" issus d'un foyer à problèmes du 20^e.» Il affirme aussi que, suite à une intervention de MM. Stefanini, Folch et Guillaume (de l'association *Vivre à Château-Rouge*), M. Lafoucrière, directeur général de l'OPAC, a assuré «*que le projet ne sera pas finalisé si nos associations maintiennent leur mobilisation.*»

Suivent une série de proclamations : «*Exigeons l'interdiction totale de tous nouveaux projets de ce type, déjà trop nombreux dans le quartier, exigeons l'ouverture d'un poste de police ouvert la nuit, exigeons le renforcement des patrouilles de police,* etc...

Ce tract, en plus de son inspiration nettement xénophobe, est rempli de contre-vérités.

L'affaire du 43 rue Marcadet

Qu'en a-t-il été exactement de ce projet concernant le 43 rue Marcadet ?

Au départ de l'affaire, un foyer de travailleurs immigrés situé rue du Retrait (20^e), géré par l'association AFTAM, et où logent environ 250 Maliens et Sénégalais. Des travaux de réhabilitation du bâti y sont nécessaires ; et surtout, il y a quelques années, une commission créée par le gouvernement pour étudier la situation des foyers d'immigrés a estimé qu'il était «suroccupé» et qu'un «desserment» était indispensable. Le préfet a donc demandé à l'AFTAM de chercher dans Paris un autre bâtiment qui pourrait accueillir une soixantaine des occupants du foyer du Retrait. Tout cela se passait sous le gouvernement Juppé, à une époque où M. Stefanini était membre du cabinet du premier ministre.

L'AFTAM s'est d'abord intéressée à un bâtiment au nord de la rue de Clignancourt. Elle a engagé des pourparlers avec le propriétaire (privé) de cet immeuble, sans d'ailleurs avoir préalablement consulté la mairie du 18^e ni les riverains. Une promesse de

vente aurait même été conclue. La mairie du 18^e, informée ensuite, a demandé l'avis de l'association du quartier, *Mieux vivre au Simplon*. Cette association s'est déclarée opposée au projet, et le maire du 18^e a relayé cette position.

L'AFTAM s'est inclinée. Elle s'est alors intéressée au 43 rue Marcadet. Cet immeuble est actuellement un hôtel, appartenant à un propriétaire privé qui, semble-t-il, pourrait être désireux de vendre.

La mairie du 18^e, informée, a là encore demandé l'avis des associations du quartier, principalement *Vivre à Château-Rouge*, qui s'est déclarée contre, et *Paris Goutte d'Or*. Dans le bulletin de *Paris Goutte d'Or* paru début mars, cette association indique que «*le projet ne paraît pas judicieux*» ; pour elle en effet, la priorité est le logement des célibataires (parmi lesquels beaucoup d'immigrés) qui habitent déjà le quartier mais vont être expulsés de leurs maisons lors de la rénovation du secteur Château-Rouge. *Paris Goutte d'Or* demande donc la création de petits logements («*studettes*»), plutôt que l'installation d'un foyer de travailleurs immigrés.

L'association d'Arnaud Folch, *J'habite le 18^e*, a d'ailleurs été tenue informée elle aussi de ce projet de l'AFTAM et a pu donner son avis.

Suite à ces avis, la municipalité du 18^e a demandé à l'AFTAM de chercher un emplacement dans un autre arrondissement. L'AFTAM a accepté. Tout cela a eu lieu bien avant que MM. Stefanini et Folch distribuent leur tract.

Enfin, on ne voit pas ce que M. Lafoucrière, directeur de l'OPAC, vient faire là-dedans à ce stade de l'affaire. L'OPAC (office d'HLM de la Ville de Paris) n'est pas propriétaire du bâtiment 43 rue Marcadet, et d'autre part les décisions concernant les foyers de travailleurs immigrés ne dépendent pas de la Ville de Paris mais de l'Etat, à travers le préfet.

N.M.

Rue des Cloÿs en 1888, Léon Serpollet et sa voiture roulant à la vapeur inaugurent l'industrie automobile française.

Le square qui s'étend entre le 27 rue des Cloÿs et la rue Marcadet se nomme "jardin Serpollet" (bien que dans le quartier on l'appelle couramment "square des Cloÿs").

Un livre qui vient de paraître retrace la vie de ce Serpollet, un des inventeurs français de l'automobile, qui avait son usine à cet endroit.

Ils venaient tout droit de leur campagne, du bourg de Culoz, près de Belley dans l'Ain, ces trois jeunes gens qui arrivèrent à Montmartre un jour d'octobre 1879 : Henri Serpollet, 31 ans, son frère Léon, 21 ans, et un ami de celui-ci, Claudius Richard. Ils s'installèrent à l'hôtel du *Rocher Suisse*, en haut de la Butte, tenu par un cousin de Richard.

Ils apportaient avec eux une étrange machine : un ensemble de plaques de tôle, d'1 mètre de long environ sur 25 centimètres, avec à un bout un foyer dans lequel on enfournait du charbon, avec une pompe, une cheminée à l'arrière, le tout relié par une bielle à un système d'engrenages faisant tourner un grand volant. Il s'agissait du premier *générateur à vaporisation instantanée* : une invention qui allait révolutionner les machines à vapeur. Ils étaient venus à Paris pour la faire breveter.

Le *Rocher Suisse* était fréquenté par des artistes, curieux de tout et volontiers chahuteurs. Toute la matinée, les trois jeunes gens firent fonctionner leur machine devant les habitués, au milieu des exclamations, des éclats de rire. Ils attendaient, l'après-midi, un ingénieur du ministère des Travaux publics, M. Cacarié, à qui on les avait recommandés, et qui devait examiner l'invention. Hélas, la machine avait tant fonctionné le matin que, lorsque M. Cacarié arriva, elle était tombée en panne !

L'ingénieur écouta quand même attentivement les explications des jeunes inventeurs et leur conseilla de faire breveter uniquement le principe, et non les détails de la machine. Ce qu'ils firent.

Le brevet d'invention fut enregistré le 25 octobre 1879. Les ingénieurs qui avaient vu le



Léon Serpollet sur la première automobile sortie de ses ateliers de la rue des Cloÿs.

générateur lui prédisaient un grand avenir pour entraîner de petites machines, par exemple des machines à coudre.

Les fils du menuisier de village

C'était Henri Serpollet, génial bricoleur, passionné de mécanique, qui en avait inventé le principe, quelques années plus tôt à Culoz. Leur père, menuisier peu fortuné, souhaitait moderniser son entreprise mais n'avait pas les moyens d'acheter des machines. Henri avait donc fabriqué, avec les moyens du bord, une scie circulaire, des machines à découper et à mortaiser, et des machines à vapeur pour les entraîner.

Mais il avait vite compris les défauts des machines à vapeur existantes : elles nécessitaient une énorme chaudière à eau, beaucoup de temps et de combustible pour la porter à ébullition ; en outre l'élévation de la pression sur les parois de la chaudière, surtout lorsqu'elle était entartrée par les dépôts calcaires, risquait de la transformer en une sorte de bombe ; effectivement il se produisait parfois des explosions sur des locomotives, des bateaux ou des machines fixes...

En lisant des revues et almanachs techniques, Henri découvre les théories des physiciens sur la *caléfaction*, réfléchit, et imagine son procédé : on peut dire, en simplifiant beaucoup, que celui-ci consiste à écraser contre des plaques de tôle chauffées les gouttes d'eau qui s'y sont déposées, avant qu'elles entrent en ébullition, et alors, explique-t-il, « la vapeur surgit de tous côtés comme les rayons du soleil ». Plus besoin d'autant d'eau ni d'autant de combustible, et des risques d'accidents considérablement diminués.

Pour mettre au point son invention, Henri s'était fait aider de son frère Léon. Leur voisin et ami Claudius Richard, dont la famille possédait quelque argent, avait financé les recherches.

Si Henri était un inventeur génial, c'est à Léon qu'il revint de résoudre les

problèmes d'exploitation industrielle de l'invention.

En 1880, dès qu'il a achevé son service militaire, il s'installe à Paris. Le jour, il travaille comme menuisier chez un entrepreneur en bâtiment. Le soir, il suit des cours aux Arts et Métiers. La nuit, dans sa chambre d'hôtel, avec des outils achetés dix-neuf sous au bazar, il travaille à perfectionner la machine, en tâtonnant, car il est encore un autodidacte. Peu à peu lui vient l'idée de remplacer les plaques de tôle par des tubes métalliques aplatis, disposés en serpentins. Il échange de nombreuses lettres avec son frère, ensemble ils mettent au point le procédé technique.

Les jours de repos, Léon multiplie les contacts avec des ingénieurs et cherche d'éventuels apporteurs de capitaux. Six ans d'une vie pauvre et épuisante... Fin 1880, Henri

l'a rejoint, mais il n'a pas supporté la vie à Paris et est rentré dès mars 1881 à Culoz, où sa femme et ses enfants étaient restés.

En 1886 enfin survient la rencontre déterminante : Léon Serpollet a été chargé par son patron de faire des travaux chez un riche industriel, M. Larsonneau. Léon réussit à lui parler de son générateur. Larsonneau, qui possède une petite usine, 27-29 rue des Cloÿs dans le 18^e, s'intéresse à l'invention et met une partie de ses ateliers à la disposition de la *Société des Moteurs Serpollet frères et Cie...*

30 km/h de Montmartre à Enghien

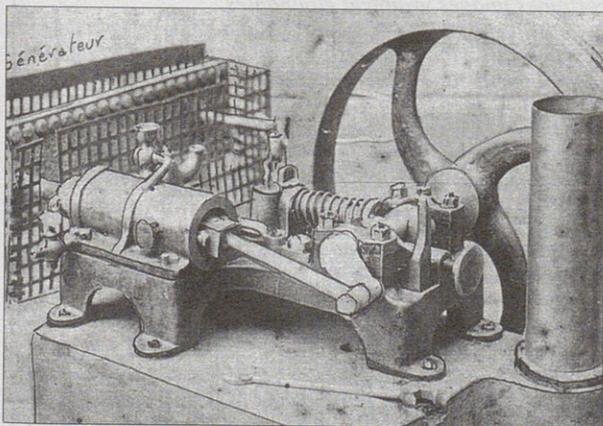
La rue des Cloÿs à cette époque présentait l'aspect d'une voie de banlieue, avec plusieurs entreprises de chaudronnerie, des entrepôts au fond des cours où l'on voyait des chariots et des écuries et, au delà, des champs. C'est là que sont construits les premiers générateurs Serpollet. Destinés d'abord à de petits appareils,

ils connaissent le succès, ce qui amène de nouveaux actionnaires. Léon décide alors de réaliser ce dont il rêve depuis longtemps : une automobile.

Le premier véhicule automobile, dans l'histoire, fonctionnant à la vapeur, avait été le fameux "fardier" de Cugnot en 1770 ; lors des essais, il avait foncé droit dans un mur ; le projet fut abandonné.

Hedley a construit la première locomotive à vapeur roulant sur rail en 1813 et Stephenson, en 1825, a ouvert la première ligne de chemin de fer. Mais sur route, on n'a construit, jusque vers 1880, que des prototypes sans lendemain : ni les véhicules de l'Anglais Trevitchik entre 1803 et 1808, ni celui de l'Américain Evans en 1804, ni le "train routier" de Dietz en 1834, ni l'*Obéissante* de Bollee en 1873 (une chaudière montée sur un char à bancs de 12 places, pouvant atteindre 30 km/h

(Suite page 16)



Le premier "générateur à vaporisation instantanée", l'invention révolutionnaire des frères Serpollet.

(Suite de la page 17)

en pointe, mais nécessitant la surveillance d'un chauffeur expérimenté en plus du conducteur) n'ont attiré les investisseurs.

C'est incontestablement la voiture construite par Serpollet en 1888, dans les ateliers de la rue des Cloÿs, qui marque les débuts de l'industrie automobile. A l'origine, c'est un tricycle à une place, deux roues à l'arrière dont une motrice, une roue directrice à l'avant (voir l'image page 17). Le 7 mai 1888, sur cet engin, Léon Serpollet se rend à Enghien chez son associé Larsonneau, à la vitesse moyenne de 30 km/h.

Il fait des démonstrations dans les rues de Montmartre, sur des pentes atteignant 17 %. Il obtient en juillet, du préfet de police, l'autorisation de conduire sa voiture dans Paris : en somme, le premier permis de conduire.

Le succès est immédiat, les commandes affluent de France, d'Europe, des Etats-Unis.

Un certain Peugeot, du Doubs, patron d'une usine qui fabrique des articles de quincaillerie, des outils et, depuis quelques années, des bicyclettes, prend contact avec Serpollet. L'accord se fait. Peugeot construira quelques tricycles mus par le moteur Serpollet : ses premières automobiles. Mais en 1890 il abandonnera cette technique au profit d'un moteur à pétrole.

Car au moment même où Serpollet se lançait sur le marché de l'automobile avec son générateur à vapeur, un concurrent redoutable est apparu : le moteur à explosion. L'Allemand Benz a mis au point en 1879 le premier moteur deux temps, et fait breveter sa première voiture en 1886. La première voiture de Daimler date également de 1886, et en 1889 il a présenté à l'Exposition universelle de Paris son quadricycle, deux canots à moteur et un tramway. En France Panhard et Levassor construisent leur première voiture à essence en 1890, tout comme Peugeot.

Cependant, en même temps de nouveaux constructeurs se lancent dans la technique des voitures à vapeur, notamment De Dion-Bouton.

Un record : Paris-Lyon en dix jours

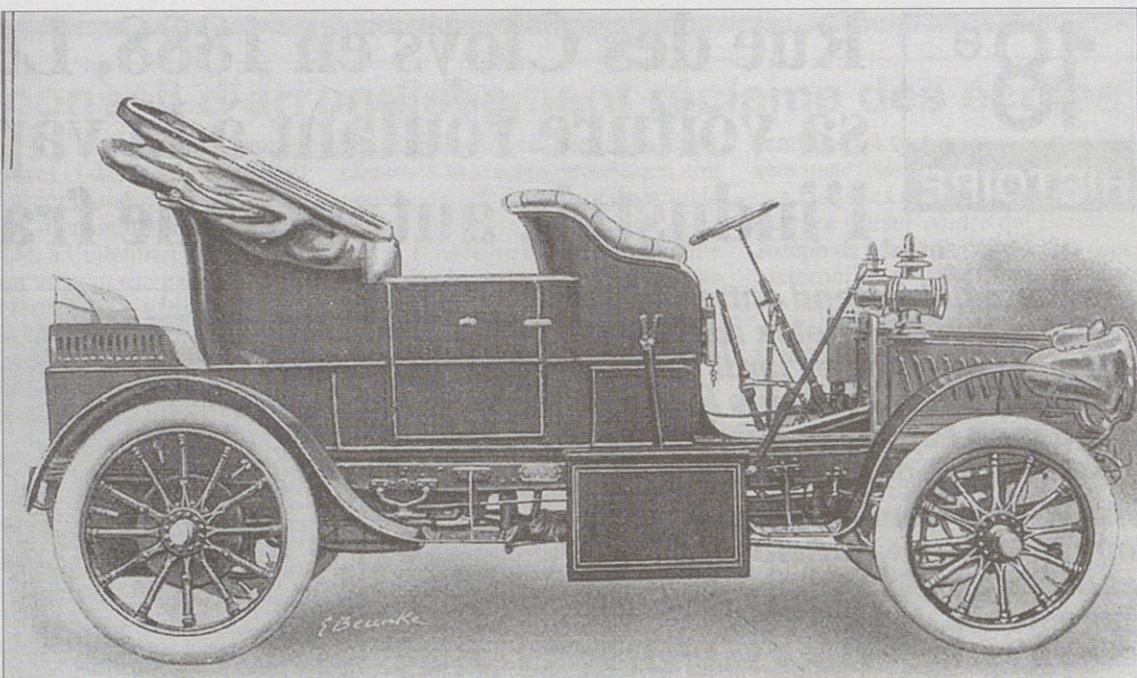
La lutte entre les deux techniques durera jusque vers 1910. En 1903 encore, une Serpollet de course sera la voiture la plus rapide du monde, atteignant 123 km/h à Nice lors de la Coupe de Rothschild. Mais à la fin c'est le moteur à essence qui l'emportera.

Le square Serpollet

Après le déménagement de l'usine Serpollet dans le 20e, les ateliers de la rue des Cloÿs demeurèrent propriété des établissements Larsonneau, qui fabriquaient des câbles et des fils électriques. Ils gagnèrent beaucoup d'argent durant la guerre de 14-18 grâce à un fil électrique verni qu'ils avaient mis au point et qui permit aux armées d'utiliser des téléphones portatifs.

La fille de Larsonneau, Mme Maryax, légua à sa mort le terrain à la Ville de Paris à condition qu'on y fasse un square. Commencé en 1981, celui-ci fut agrandi à plusieurs reprises. La quatrième tranche d'extension, commencée en 1996, dans la partie ouest, met en relation la rue des Cloÿs et la rue Marcadet où a été ouverte une nouvelle entrée, sous un porche.

C'est un très beau jardin, d'une superficie totale de 15 800 m², sur plusieurs niveaux, et qui comporte des essences très variées : cerisiers à fleurs, tulipiers de Virginie, ormes de Sibérie..., ainsi qu'un jardin sec (iris, lavandes, graminées, yuccas) et un bassin de plantes aquatiques - et bien entendu d'importants espaces de jeux pour les enfants.



Un modèle Serpollet de 1903.

En attendant, Léon Serpollet a connu des heures de gloire.

En janvier 1890, un tricycle à moteur Serpollet, à deux places cette fois, part de la rue des Cloÿs au petit matin pour une randonnée au long cours : le voyage jusqu'à Lyon. A bord, Léon Serpollet et son ami Archdeacon, champion cycliste assez connu à l'époque.

«C'était véritablement un poêle cloué sur une caisse, raconte un témoin. Du coke brûlait très vif à l'arrière et portait au rouge blanc un serpent d'acier, le fameux "générateur à vaporisation instantanée". La sortie de Paris se fit sans mal : la voiture ferrailait abominablement, les chevaux des fiacres se cabraient alentour, mais les deux voyageurs n'en prenaient pas trop de déplaisir. Mais dès l'entrée en banlieue, dans les terribles ornières d'autrefois, écrous, menues pièces, détails de carrosserie commencèrent à semer le sol. Presque à chaque village, Serpollet, qui était ouvrier débrouillard, descendait de voiture, cherchait une enclume et forgeait une remplaçante à la pièce en fuite...»

Dans une descente, soudain la tige de direction se brise. La voiture s'arrête sur le bas-côté, l'avant dans un arbre. Impossible de réparer sur place. Les deux voyageurs continuent leur route penchés vers la roue avant qu'ils dirigent à coups de poing sur la jante, Archdeacon cognant à gauche lorsqu'il faut tourner vers la droite, Serpollet cognant de l'autre côté. Ils leur faut quatre heures pour atteindre un village où sera façonnée une autre tige de direction.

Ils mettent en tout dix jours pour atteindre Lyon. Personne avant eux n'avait fait un si long trajet en automobile. Ils sont ovationnés. La voiture rentrera à Paris par le train.

La course aux progrès techniques

Les progrès se succèdent. Les voitures sont de plus en plus puissantes, de plus en plus maniables et solides. En 1891 les roues métalliques pleines sont remplacées par des boudins en caoutchouc ; les premiers pneumatiques apparaissent en 1895. Serpollet se lance dans la construction de camions, dont il fait la démonstration sur les pentes des rues Lepic, Girardon ou Norvins. Puis il s'oriente vers le tramway, domaine où il connaîtra de grands succès jusqu'à ce que la traction électrique se généralise.

Mais cette incessante course au progrès technique nécessite de constants investissements financiers. En 1899, la société Serpollet est au bord de la faillite. Heureusement un associé de

poinds apparaît, le richissime Américain Gardner, propriétaire de mines d'or. On décide d'agrandir l'usine, et pour cela de la transférer dans le 20e arrondissement, rue Stendhal.

Cette année-là, un nouveau venu dans le monde de l'auto lance une innovation révolutionnaire : la transmission par prise directe, qui démode irrémédiablement les transmissions par chaînes, courroies et plateaux, utilisées jusque là. Ce jeune constructeur, qui n'a que 24 ans, s'appelle Renault. Léon Serpollet le connaît déjà : en 1891, il avait remarqué un adolescent d'une quinzaine d'années qui stationnait tous les jours à la porte des ateliers de la rue des Cloÿs, dévorant les voitures des yeux. Léon lui avait proposé de faire un tour sur le tricycle à vapeur... C'était Louis Renault.

Léon Serpollet ne verra pas la victoire définitive du moteur à essence : il décède en 1907, à 49 ans. Il y a foule à ses obsèques, champions automobiles, industriels, hommes et femmes du monde, riches clients... Perdu au milieu de tous ces gens, un homme auquel personne ne prête attention et dont les journaux du lendemain ne feront même pas mention : son frère Henri, tout juste arrivé de Culoz, - et qui mourra en 1915 dans l'indifférence générale.

Noël Monier

Un livre

• Les frères Serpollet, précurseurs de l'automobile, par Guy Dürrenmatt.

Ce livre est la première biographie des frères Serpollet. C'est aussi un récit passionnant, qui vaut bien des romans. C'est enfin un ouvrage technique remarquablement documenté, et en même temps remarquablement clair, accessible aux profanes, illustré de 190 photos et dessins, dont certaines images vraiment étonnantes.

Guy Dürrenmatt, son auteur, avait déjà publié plusieurs ouvrages d'histoire sur les pays de la vallée du Rhône, et spécialement sur l'Ardèche. (Editions La Mirandole, BP 101, 30130 Pont-Saint-Esprit. 288 pages, 150 F + éventuellement 24 F de frais de port.)

Si vous avez des "tuyaux" sur les frères Serpollet...

Afin de faire mieux connaître les frères Serpollet et leur œuvre, une association s'est créée à Culoz : Patrimoine culozien, 4 chemin des Acacias, 01350 Culoz, qui recherche documents, photos, articles de presse, cartes postales, livres, pour enrichir le musée en cours d'installation. Si vous avez des "tuyaux" (ou des... tubulures), n'hésitez pas à la contacter. Ou, pour la région parisienne : M. Emile Granger, 33 rue des Baconnets, 92160 Antony, tél. 01 46 66 46 93 (après 19 h de préférence).

18^e

CULTURE

Troisième festival "Le 18e tout un poème" : les poètes du Bengale et d'Albanie en vedette

C'est la troisième année du festival *Le 18e tout un poème*, organisé par l'association *Les Parvis poétiques*. Cette fois, deux cultures peu connues en France, mais riches et fascinantes auront la vedette : poètes et artistes du Bengale et d'Albanie.

On retrouvera aussi avec plaisir les Puces du livre jeunesse. A la salle St-Bruno à la Goutte d'Or, les auteurs du quartier (et des quartiers voisins) pourront lire leurs œuvres. Et à la mairie, une exposition originale permettra de découvrir et d'entendre quelques grands écrivains.

« Nous avons choisi cette année de nous recentrer sur trois lieux : la Halle-St-Pierre, la salle St-Bruno et la mairie, nous dit Marc Delouze, directeur du festival. C'est un gros effort, mais nous tenons bon. D'abord parce que beaucoup de gens ont envie que ça continue et nous le disent. Nous avons créé un besoin et nous en sommes plutôt fiers : les occasions de rencontres entre le public et la poésie vivante, la poésie qui se fait, sont trop rares. Nous voulons que la rencontre se fasse avec la poésie de tous les pays du monde. Et puis nous avons toujours été soutenus par la Halle-Saint-Pierre, c'est une chance inestimable... »

Le programme

■ **Feux de Bengale**, samedi 16 mai à la Halle-St-Pierre (2 rue Ronsard)

• **11 h : Diaporama sur le Bengale** accompagné de musique populaire. Film *Visages de la forêt* (la vie des communautés indigènes du Santal).

• **14 h : Radinbranth Tagore, pèlerin de lumière.** Lecture de poèmes en bengali et en français (Benoît Schwartz).

• **14 h 45 : Poètes bengali contemporains,** lectures par Ariane Mnouchkine.

• **15 h 30 : Un poète bengali aujourd'hui,** performance poétique de Lokenath Bhat-tacharya.

• **16 h 15 : la poésie des Bâuls,** suivi à 17 h de : **Chants bâuls,** avec Paban Das Bâul et Mimlu Sen.

• **17 h 30 : Paroles de lumière, paroles de sagesse,** lectures par Jean-Claude Marol et Claire Landais.

• **20 h : Raga du soir, musique classique indienne** avec Narandra Baraj, Prabhu et la chanteuse Kakoli Sen Gupta.

• **21 h 15 : Performance et fête bâul.**

• **22 h 15 : Repas bengali** (sur réservation au bureau du festival, 01 42 58 72 89).

■ **Poètes d'Albanie**, dimanche 17 mai

• **14 h - 17 h à la Halle-St-Pierre: Lectures bilingues, musiques, danses... et dégustations.** Présence de poètes albanais invités dans le cadre des "Belles étrangères" organisées par le ministère de la

Culture : Mimoza Ahmeti, Fatos Arapi, Besnik Mustafaj, Xhevahir Spahui, Preç Zogaj. Concert du guitariste classique Ehat Musa. Improvisation de danse par la Compagnie Brigitte Dumez.

• **Du 11 au 15 mai au Studio 28,** dessins animés albanais, programmation réservée aux élèves des ZEP du 18e arrondissement.

■ **Les Puces du livre jeunesse**

Samedi 16 mai de 14 h à 18 h, les jeunes peuvent échanger leurs bouquins, BD, magazines place des Abbesses et square Hébert.

■ **Voix libres**, samedi 16 mai

à la salle St-Bruno

(9 rue St-Bruno)

Venez lire vos textes, écouter ceux des autres. (Inscriptions au 01 53 09 99 22.)

• **Apéritif poétique dimanche 17 mai à 11 h 30** à la salle St-Bruno.

■ **Tonalité, des écrivains au bout du fil**

Dans le **hall de la mairie du 18e**, place Jules Joffrin, du 10 au 16 mai : Au téléphone, les voix de grands écrivains lisant eux-mêmes (en français) leurs textes pour les jeunes. Aimé Césaire, René Depestre, Léopold Sédar Senghor, Tahar Ben Jelloun, Azouz Begag, Howard Buten, Patrick Chamoiseau, Andrée Chédid, Jean-Pierre Verheggen, Michel Tournier.

• **Musique à la mairie** : 15 mai à 18 h, concert par les élèves du collège Yvonne Le Tac. 16 mai à 18 h, concert par les écoles Torcy, Foyatier et Charles Hermite.

• **A la bibliothèque Clignancourt** (29 rue Hermel) : 14 mai à 17 h 30, rencontre avec Renaud Siegmann, auteur de *"Je me souviens de Montmartre"* (qui sera également à la mairie le 28 mai à 18 h).

• **A la bibliothèque de la Porte Montmartre** (18, av. Pte Montmartre) : 13 mai à 15 h 30, contes sur le thème de la mer, par Caroline Castelli. 23 mai à 15 h, rencontre avec Jean-Luc Pouliquen, auteur de *"A la Goutte d'Or"*.



Les musiciens bâuls (ici, lors d'une rencontre à Montreuil) seront présents le 16 mai, journée consacrée au Bengale.

Expo sur les grilles rue Ronsard

Dans le cadre du 18e tout un poème, est organisée, comme l'an dernier, une exposition de quartier, rue Ronsard, le long des grilles des jardins Willette. Amateurs d'art, de culture, de science, exposez vos travaux et vos créations. Inscriptions : 01 42 23 03 78.

Jazz à Montmartre du 26 mai au 9 juin

Le festival "Jazz à Montmartre", pour sa quatrième édition, annonce un programme plus riche que les années précédentes. Qu'on en juge :

• Du 26 mai au 8 juin, chaque jour à 18 h, concert dans les Arènes de Montmartre (entrée 25 rue Chappe) par les jeunes musiciens de l'école ATLA. Un jury présidé par Gérard Violette, directeur du Théâtre des Abbesses, notera ces groupes.

• Pendant la même période, quinze restaurants de la Butte proposent des "menus jazz".

• Le 1er juin, au Studio 28 (10 rue Tholozé), film *Diva blues* et présentation des lauréats 95, 96 et 97 de "Jazz à Montmartre". Les 3, 4, 5, 7 et 9 juin, le Studio 28 présente des films en rapport avec le jazz : *Mo Better Blues* de Spike Lee, *le Mécano de la Générale* de Buster Keaton (avec improvisations du Quartet Barikosky), *Paris-Blues* de Martin Ritt.

• Le 4 juin, "bœuf" à l'école ATLA, 19 rue Germain Pilon.

• Les 3, 4 et 9 juin, concerts gratuits dans les jardins du Musée de Montmartre avec les lauréats 95, 96 et 97.

• Le 22 juin, soirée de clôture au Théâtre des Abbesses, remise des prix aux musiciens et aux restaurateurs.

Le festival est organisé par l'association "Un village dans Paris : Montmartre". Réservation indispensable pour le Studio 28 (01 46 06 47 45) et pour le Musée de Montmartre (01 42 52 31 83).

"Attitude 18", le festival de la mairie du 18e

Le festival *Attitude 18*, organisé par la municipalité du 18e, se propose surtout de donner un coup de projecteur durant un mois, du 12 mai au 12 juin, sur toutes les initiatives culturelles qui ont lieu dans l'arrondissement durant cette période : théâtres, musique et danse, expositions, lectures, cinéma, etc... Un programme en donne la liste, des réductions de tarifs sont proposées. S'adresser à la mairie.

Outre les événements que nous annonçons dans nos pages "culture" et "le mois du 18e", signalons quelques initiatives propres à Attitude 18, en mai :

18^e

CULTURE

Les Compagnons de Montmartre mettent la Butte à l'heure mexicaine

Les Compagnons de Montmartre, ceux-là même qui avec leur grande cape, leur foulard blanc et leur large chapeau animent les festivités montmartroises, entreprennent une sorte de jumelage entre la Butte et le quartier de Coyoacan à Mexico, un des plus anciens et des plus beaux quartiers du sud de cette ville.

Première étape : du 21 au 24 mai (pont de l'Ascension), kermesse avec attractions et musique mexicaine dans le parc de l'église Saint-Pierre (tout en haut de la Butte, près de la place du Tertre) et en même temps, dans le square Nadar, exposition avec stands de présentation et de dégustation de produits mexicains. (Le square Nadar est le petit square que l'on trouve presque en face de soi quand on arrive en haut du funiculaire.) Samedi 23, un dîner mexicain préparé par les Compagnons sera proposé dans la salle paroissiale de l'église St-Pierre.

Deuxième étape prévue : du 26 septembre au 2 octobre (une semaine avant la Fête des Vendanges), "semaine mexicaine à Montmartre" : exposition d'artisanat mexicain dans le square Nadar, exposition de peintures mexicaines, soirée de gala.

La troisième étape, en février 1999, sera un voyage touristique et culturel au Mexique, avec une exposition de tableaux d'artistes montmartrois à Mexico.

□ Renseignements : 9 rue Duc.
01 42 55 15 17.

18^e

FILM

Quand Eustache fréquentait les bals de Montmartre

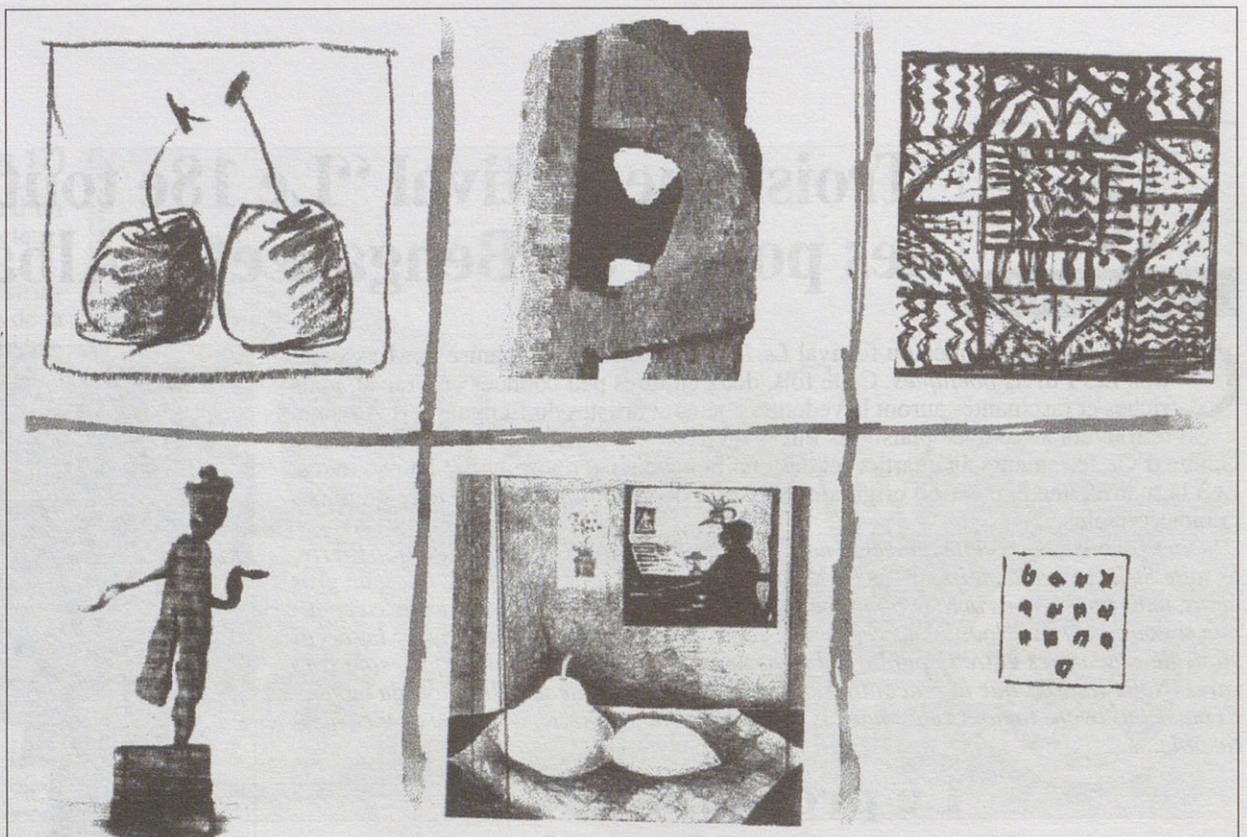
Le réalisateur Jean Eustache, dont une rétrospective est projetée au cinéma Saint-André-des-Arts (métro Saint-Michel), est surtout connu pour son chef d'œuvre, *La maman et la putain* (1973). Mais sa courte carrière avait démarré dix ans plus tôt. En 1963, il tourne dans le 18^e *Du côté de Robinson* qui, accouplé avec un autre moyen métrage, sortira trois ans plus tard sous le titre *Les mauvaises fréquentations*.

Ce film de jeunesse met en scène deux étudiants fauchés qui se retrouvent place Clichy pour draguer. Ils se rendent à la place Blanche, montent la rue Lepic puis la rue Tholozé où ils s'arrêtent pour regarder les affiches du Studio 28 qui diffuse *Hara-Kiri*. A l'angle de la rue Durantin, ils abor-

dent une femme qui se rend au dancing de la Crémaillère, place du Tertre. L'endroit ne leur plaisant pas, ils redescendent tous les trois par le même chemin jusqu'à la place Blanche où ils prennent un verre à une terrasse.

Ils remontent ensuite au bal des Jardins de Montmartre. Le lieu, apparemment très champêtre, se trouvait en haut de l'avenue Junot où, depuis, a été bâti le Ciné 13 et de luxueuses résidences. La jeune femme préférant danser avec un autre, les deux étudiants lui volent son portefeuille et se sauvent en redescendant l'avenue Junot et la rue Caulaincourt jusqu'à la place Clichy. L'épilogue se déroule dans un autre arrondissement.

Sylvain Garel



Les portes ouvertes des artistes d'Anvers aux Abbesses

Durant onze jours, du 8 au 17 mai, de 18 h à 20 h en semaine et de 15 h à 20 h les samedis et dimanches, trente artistes travaillant dans le quartier Anvers-Abbesses et appartenant à l'association Points d'Art ouvrent leurs ateliers aux visiteurs. Cinq galeries participent également à l'opération.

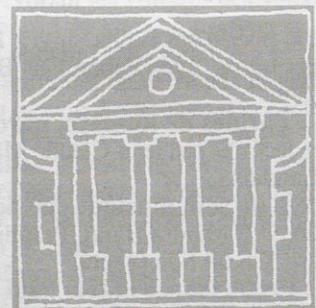
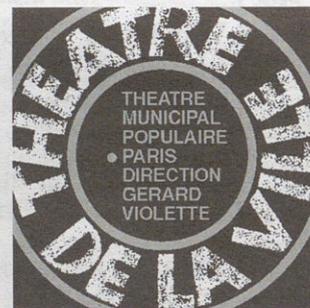
Du glacis le plus parfait au trash, du marbre taillé au papier déchiré et même au chewing-gum mâché, de la gravure en taille-douce au jean peint, de l'encre de Chine aux Ekta retouchés, peintures, sculptures, dessins, estampes et gravures, photos, assemblages et collages, bijoux d'artistes, vitraux et mosaïques, toutes sortes de techniques et toutes sortes d'inspira-

tions, mais un même goût pour l'invention créatrice.

Si vous souhaitez, auparavant, vous faire une idée sur les artistes, vous pourrez voir les œuvres de la plupart d'entre eux dans l'exposition qui se tient à la mairie (dans la

salle des fêtes) du 27 avril au 7 mai.

On peut se procurer le dépliant donnant toutes les adresses des portes ouvertes (avec un petit plan très pratique) au point d'accueil, qui se trouve 11 rue d'Orsel (ateliers dans la cour), tél. 01 42 54 80 52.



THEATRE DE LA VILLE
LES ABBESSES

31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

DU LUN. 4 AU VEN. 8 MAI 20H30 DANSE

Francesca Lattuada
le Testament d'Ismail Zotos

création

DU LUN. 11 AU MER. 20 MAI 20H30 CHANSON

Michel Hermon
chante Léo Ferré

Thank you Satan création

LOC. 01 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

Théâtre

Lavoir Moderne Parisien
Jacques
ou la Soumission

d'Eugène Ionesco, mise en scène et adaptation André Ligeon-Ligeonnet.

Cette adaptation de la pièce de Ionesco est un spectacle vidéo-scénique qui permet à André Ligeon-Ligeonnet d'interpréter tous les personnages : la mère hystérique et possessive, le père patriote et donneur de leçons, la sœur débile, les grands-parents frappadingues... sans oublier la fiancée aux trois nez. Ils apparaissent sur l'écran et toisent le soumis Jacques resté sur la scène. Farce cruelle soulignée par l'absurde cher à Ionesco. Et Ligeon-Ligeonnet s'en donne à cœur joie. M.S.

□ 35 rue Léon. 01 42 52 09 14. Jusqu'au 13 juin, merc. jeu. vend. sam. 19 h 30.

Vidéo au LMP : les films
de Ligeon-Ligeonnet

Le Lavoir Moderne Parisien projette aussi, en alternance, quatre films d'André Ligeon-Ligeonnet, comédien et vidéaste. Il a tourné à New York son premier film, *New York 81*. De retour en France, il a organisé le premier festival de l'image vidéo à Bourges, où il est responsable du secteur vidéo de la Maison de la Culture. Au programme du LMP :

- *Au bonheur de ces dames* (52 mn), du 6 au 9 mai. Portraits dans une maison de retraite.
 - *A l'ombre des géants* (52 mn), du 13 au 16 mai. Portraits de gens de petite taille.
 - *Térézinha* (42 mn), du 27 au 30 mai. La vie des gangs d'enfants au Brésil.
 - *Irma et Irma* (50 mn), du 20 au 23 mai. Une clocharde se raconte.
- (Tél. 01 42 52 09 14.)

Lavoir Moderne Parisien
Nuit blanche

de Mama Keita, mise en scène Jean-Marie Galey.

Dans un coin perdu de banlieue, en attendant le bus de nuit, ils font connaissance à leur manière. Elle est paumée, pute, droguée au grand cœur. Lui, ouvrier africain. Ils s'appriivoient, ils se soutiennent dans la peur latente dans cette zone. Ils finiront par se séparer au petit matin en échangeant enfin leurs noms, Marion et Adama. Cette attente est rythmée par

des courses poursuites. La musique, la chorégraphie restituent la violence urbaine actuelle. Le jeu des comédiens est généreux, tout particulièrement Teresa Ovidio. M.S.

□ 35 rue Léon. 01 42 52 09 14. Jusqu'au 13 juin, merc. jeu. vend. sam. à 21 h 35.

Au Tremplin Théâtre

Bestiaires

ou Strip-tease d'une nonne atypique. Texte Christine Simon, mise en scène Nathalie Gauthard.

Sœur Cataline prie au milieu des râles humains qui l'empêchent d'atteindre son Dieu. Entre deux perles de son rosaire elle jure, vocifère. Le masque tombe. Pièce en un acte avec un personnage unique et multiple qui nous révolte par sa cruauté et nous séduit par sa sincérité ! R.P.

□ Du 5 mai au 14 juin, mar. merc. jeu. vend. sam. 20 h 30, dim. à 16 h. 39 rue des Trois Frères. 01 42 54 91 00.

Théâtre des Abbesses

Le Testament
d'Ismail Zotos

Pour cinq danseurs, chorégraphie d'Alberta Lattuada.

Alberta Lattuada, cette belle Milanaise aux racines sardes et toscanes, essaie dans chacun de ses spectacles de livrer quelques secrets du monde échappant à l'approche rationnelle.

Avec *Le Testament d'Ismail Zotos*, elle refait le parcours d'un anthropologue albanais pris entre Orient, Afrique et Amérique du Sud. A travers les objets traces de ses travaux, elle recompose son univers et entraîne le spectateur vers un voyage des profondeurs. Une musique subtile, carillons, battements de cœur, airs grecs ou espagnols, une lumière ondoiyante accompagnent ce beau poème de vie et de mort. R.P.

□ 31 rue des Abbesses. Location 01 42 74 22 77. Du 4 au 8 mai.

Michel Hermon
chante Léo Ferré

Thank you Satan, c'est le titre d'une chanson de Léo Ferré et c'est le titre du spectacle de Michel Hermon. Il y aura 23 autres chansons parmi les plus belles, sur des textes de Léo Ferré ou des poètes qu'il aimait : *Est-ce ainsi que les hommes vivent*, *A Ostende*, *Jolie môme*, *Avec le temps*...

«Nous avons choisi des arrangements un peu différents mais nous restons dans ses harmonies», dit Michel Hermon.

□ Du 11 au 20 mai. Théâtre des Abbesses, 31 rue des Abbesses. Location 01 42 74 22 77.

Petit corps,
mon doux ami

Solo dansé par Wim Vandekybus, texte et scénographie Jan Fabre, musique Zappa.

Une interprétation du narcissisme fondamental, dans laquelle Fabre et Vandekybus

donnent à voir le corps dans tous ses états : érotique, répulsif, bizarre, corps secret, corps public, malléable à l'infini...

□ Théâtre des Abbesses, 31 rue des Abbesses. 01 42 74 22 77. Du 26 au 29 mai.

Au Montmartre-Galabru
Madame Huguette
et les Français
de souche

de Julius-Amédée Laou

Madame Huguette a un appartement de trois pièces à louer. Les candidats déficients, blancs, noirs, arabes, hommes, femmes...

□ 4 rue de l'Armée d'Orient. 01 42 23 15 85. Jusqu'au 31 mai.

Au Théâtre Ouvert
Planète Durif

Pendant deux jours, l'écrivain-lecteur Eugène Durif dit des textes d'autres auteurs. L'auteur de *Nefs et naufrages* («*Si j'avais vraiment quelque chose à dire, est-ce que j'aurais besoin d'écrire ?*») est entouré de comédiens et amis qui partagent avec lui «le plaisir du texte».

□ Les 16 et 17 mai. 4 bis cité Véron. 01 42 55 74 40.

Et aussi

■ **Jouvet, Diderot : Le paradoxe.** A *l'Etoile du Nord* jusqu'au 31 mai. 01 42 26 47 47.

■ **Bérénice**, de Racine, mise en scène Christophe Casamance. A *l'Espace-Acteur* les 26, 27 et 28 mai. 01 42 62 35 00.

■ **L'invitation au voyage**, d'après Baudelaire, et **Le Chant des réverbères**, chansons et contes modernes, le 16 et le 22 mai. A *l'Alambic Studio Théâtre*, 01 42 23 07 66.

■ **Traits divers**, d'après Grimberg. Les 14, 15, 21, 23, 28, 29 mai à *l'Alambic*. 01 42 23 07 66.

■ **Ardèle ou la marguerite** de Jean Anouilh, jusqu'au 12 juin à *l'Atelier*. 01 46 06 49 24.

■ **Max de Bley**, "le polytechnicien du rire", jusqu'au 14 juin (22 h) au *Théâtre de Dix Heures*, 01 46 06 10 17.

Musique

Les concerts du
Conservatoire du 18e

■ **Petite messe solennelle de Rossini.** Mardi 5 mai 20 h 30 à Notre-Dame-de-Clignancourt, place Jules Joffrin. Entrée libre.

■ **Soirée flamenco** par les élèves du Conservatoire. (Chorégraphie Lina Sotomayor. Marie-Thérèse Ghirardi et Gonzalito de Cordoba, guitaristes, José el Toro, cantao.) Mercredi 13 mai 20 h à la mairie du 18e. Entrée libre sur invitation à retirer au Conservatoire, 29 rue Baude-lique (métro Simplon) tél., 01 42 64 24 77.

Au Théâtre de l'Atalante

Les Femmes savantes : la famille infernale

D'après Molière, mise en scène et adaptation de René Loyon

Plus de trois siècles après la première représentation des *Femmes savantes*, le metteur en scène René Loyon a voulu rendre la pièce à ce qui fut, dit-il, un thème obsessionnel de Molière : «le cercle infernal de la famille bourgeoise». C'est un moment de «théâtre intime», partagé entre les spectateurs et les acteurs débarrassés des perruques et corssets habituels...

Dans la lumière sourde de la petite scène nue de l'Atalante, les comédiens, sobrement vêtus de costumes de ville, donnent le ton du drame qui se noue et se délie à la dernière minute d'une représentation de plus de deux heures où la salle, attentive, retient son souffle.

Epris de la ravissante Henriette, promise à Trissotin, le jeune Clitandre, homme d'honneur désargenté, doit batailler ferme contre les trois "femmes savantes" de la famille bourgeoise de cette jeune fille à qui on demande d'avoir "de l'esprit" mais qui se trouve bien d'être (prétend-on) bête.

La soumission et la rébellion

Entre l'aînée qui, ne voulant pas mêler le goût des mots à celui de la chair, a rompu leurs fiançailles et se pique de jalousie pour Henriette, la tante, "une folle avec des visions" de désirs d'hommes inaboutis, la mère autoritaire, véritable "poule qui chante devant le coq", qui conduit sa maisonnée à la baguette et s'entiche de la philosophie de salon déclamée par Monsieur Trissotin, Clitandre fait le choix d'adresser sa deman-

de à "une sage personne", le père d'Henriette, totalement soumis à sa femme.

Le brave homme se satisfait "de bonne soupe et non de beau langage" au grand dam de son épouse dont il met "l'oreille au supplice". Il est surtout préoccupé par le départ brutal de sa servante, chassée par Madame (qui mériterait pourtant "quelques soufflets" et qu'on lui fit "baisser le ton") pour avoir offensé la grammaire. Clitandre saura néanmoins rallier indirectement son futur beau-père à sa cause.

Mais c'est sans compter sans l'odieuse, le pédant Trissotin, à qui Madame a promis Henriette dont il convoite la dot. Au moindre ragoût de sonnets dont il se targue d'être l'auteur, la trinité des "femmes savantes" se pâme devant "la merveille". Ah, ces charmants

"quoi qu'on dit" dont elles se gargarisent jusqu'à l'étouffement ! Et ce n'est pas l'intervention d'un authentique poète invité par Trissotin à une joute oratoire, et prêt à démystifier ce dernier, qui gâchera leur plaisir et leur "désir des sciences". Loin d'inquiéter la maîtresse des lieux, la colère (magnifique) de l'impudent plagiaire qu'est Trissotin est suivie d'une invitation à signer le contrat de mariage qui le liera à Henriette "qu'on rendra sage".

Amateur ou non du théâtre de Molière, le spectateur goûte avec plaisir l'intrigue conduite par onze comédiens bien rodés, qui articulent les mots de cette pièce où la douceur et l'apparente soumission le disputent à la violence et à la nécessaire rébellion.

Jacqueline Gamblin

□ 10 place Charles Dullin. 01 46 06 11 90. Jusqu'au 31 mai.



Laurencine Lot

(Suite de la page 21)

Musique (suite)

A la Cigale

• Jay Jay Johnson, un des plus grands trombonistes de l'histoire du jazz, compagnon de Charlie Parker et Gillespie dès les tout débuts de l'aventure *be bop*, revient à Paris à 74 ans. (18 mai.)

• Les Nits le 5 mai. Festival techno coda les 9 et 10. Thierry Robin le 15. New Model Army le 16. Manowar le 17. Alejandro Sanz le 26. Bertignac le 27. Morcheeba le 28.
□ 120 boulevard Rochechouart. 01 42 23 15 15.

A la Boule noire

• Sense + Moke le 5 mai. Atari Teenage Riot le 7. Therapy le 11. Peter & the Test Tube Babies le 14. Panama le 19. Zeze Mago le 27.
□ 72 boulevard Rochechouart. 01 49 25 89 99.

A l'Elysée Montmartre

• Alpha + Chezere le 6 mai. House of Dub le 8. Sinsemilia le 9. ICP le 12. Common + Fabe le 13. Cradle of Filth le 23. Rakim + Psykopat le 22. Tricky le 25. LKJ les 28 et 30. Soulfly le 29.
□ 72 boulevard Rochechouart. 01 44 92 45 45.

Cinéma

Au Cinéma des Cinéastes
La Semaine de la Critique

Les films de la Semaine de la critique du Festival de Cannes

Lancée au Festival de Cannes de 1962, la *Semaine internationale de la critique* est la plus ancienne section parallèle jamais créée dans une manifestation cinématographique. Elle se fixe comme objectif de faire découvrir les premières œuvres de jeunes cinéastes. Chaque année, sept critiques choisis par leurs pairs membres du Syndicat français de la critique de cinéma, sélectionnent parmi des centaines de films venus du monde entier sept longs métrages et sept courts métrages présentés durant sept jours au Festival de Cannes. Des cinéastes aujourd'hui aussi réputés que Bernardo Bertolucci, Barbet Schroeder, Fernando Solanas, Alain Tanner, Ken Loach, Denys Arcand ou Léos Carax ont fait leurs débuts à la Semaine de la critique.

Contrairement au Titanic et



Le fakir Aboukir? C'est rien qu'un poltron !

Pour les enfants

Au Montmartre-Galabru
Voyage au bout de mon lit

par la Compagnie Les Loupiots

Nounours est perdu ! Le petit garçon est tout seul au fond de son lit et il en a terriblement besoin pour s'endormir. Il faut le retrouver coûte que coûte. Heureusement, le lit est magique. Il s'envole avec son occupant. Quelle folle nuit ! Quelle aventure ! Un conte musical plein de tendresse et d'humour. (Pour les petits.)

□ 4 rue de l'Armée d'Orient (métro Abbesses). Merc. sam. dim. 15 h 15. 01 42 23 15 85.

à l'iceberg, la rencontre entre le *Cinéma des Cinéastes* et la *Semaine internationale de la critique* était inévitable. Pour la première fois, les trois salles art et essai ouvertes par l'ARP fin 1996 et situées au 7 (chiffre qui, décidément, marque la Semaine de la critique) avenue de Clichy, reprendront les 28, 29 et 30 mai les films de cette section. Il sera ainsi facile aux habitants du 18^e de découvrir le cinéma d'aujourd'hui et de demain, tout près de la place Clichy où, hier, Truffaut/Doinel/Léaud firent quelques-uns de leurs plus célèbres Quatre cents coups. S.G.

□ Les 28, 29 et 30 mai. 7 avenue de Clichy, tél. 01 53 42 40 20.

Au Studio 28
Festival Fritz Lang

Du 3 au 26 mai, tous les dimanches et mardis, le Studio 28 présente quelques-uns des films américains de Fritz Lang :

- 3 et 5 mai : *L'in vraisemblable vérité*.
- 10 et 12 mai : *La femme au portrait*.
- 17 et 19 mai : *Le secret derrière la porte*.
- 24 et 26 mai : *La cinquième victime*.

Le Studio 28 présentera également, en avant-premières (à

Au Canotier
du pied de la Butte

Les délires du fakir Aboukir

Un fakir doit être un homme de grand courage, presque un héros ! Le fakir Aboukir, lui, est un poltron. Il a peur de tout. Comment va-t-il faire pour accomplir sa mission ? Heureusement les enfants sont là. Ils vont tous aller à son secours. Gwen Aduh, comédien plein de talent, entraîne avec sympathie les petits dans des aventures abracadabrantes. Ils finissent sur scène. Carrément. Les parents sont enchantés. (Pour enfants de 3 à 10 ans.) R.P.

□ 62, bd de Rochechouart. Merc., sam., dim. 14 h 30. Location 01 44 53 93 84. Il est recommandé de réserver.

21 h) : *Ça reste entre nous*, de Martin Lamotte, le 5 mai. *Le Secret*, de Jocelyn Moorhouse, le 12 mai. *Kundun*, de Martin Scorsese, le 26 mai.

□ 10 rue Tholozé. Programmes et horaires au 01 46 06 36 07.

Littérature

■ Une soirée lecture avec Henry Bauchau, à la Halle-St-Pierre. On a beaucoup parlé de lui ces derniers mois, à propos de ses romans *Edipe sur la route* et *Antigone*. Mais ici c'est à Henry Bauchau poète qu'on s'intéressera. Un des plus grands poètes belges contemporains, que présentera un autre grand poète belge, Werner Lambersy, qui habite Montmartre. Le comédien Jacques Zabor lira les textes. La galerie du rez-de-chaussée de la Halle-St-Pierre exposera les dessins de Bauchau et des sculptures de Lionel. (Les poésies d'Henry Bauchau et ses derniers romans sont publiés chez Actes Sud.)

2 rue Ronsard, lundi 18 mai à 19 h 30, entrée gratuite sur réservation au 01 42 58 72 89.

■ Arnaud Viviant signe son roman *La Ville des grincements de dents* à la Librairie de Paris, place Clichy, le 14 mai à 18 h.

■ Jean-Yves Jouannais, rédacteur en chef d'*Art Press*, signe *Artistes sans œuvres, I would prefer not*, le 17 mai à 16 h à la librairie des Abbesses, 30 rue Yvonne Le Tac.

Projection-débat

■ Au Studio 28 (10 rue Tholozé), lundi 18 mai à 20 h 30, projection du film de Benoît Jacquot *Le septième Ciel*, suivie d'un débat autour du livre de Thierry Melchior *Créer le réel, hypnose et thérapie* (Seuil), organisée par la Librairie des Abbesses.

Expositions

"Montmartre aux artistes" à la mairie

Cette cité abrite 184 ateliers, voués aux disciplines les plus diverses. Ils se présentent dans une exposition à la mairie du 18^e (salle des fêtes), du 20 au 27 mai. 51 peintres, 12 sculpteurs, 4 dessinateurs, 2 photographes, 2 architectes, 1 céramiste sont annoncés. On ne saura plus où donner des yeux...

Une nouvelle galerie
rue Burq

Eric Landau, le jeune et enthousiaste patron de la galerie W qui a ouvert début avril rue Burq, présente ce mois-ci des peintures de Philippe de Croix. N'utilisant qu'une seule couleur mais la faisant vivre en amples mouvements, De Croix expérimente plusieurs procédés : sérigraphie, marouflage sur toutes sortes de supports...

□ 3 rue Burq. 01 42 52 00 18. Tlj sauf lundi, 14 h - 21 h.

■ Dix versions, à la galerie *Art Tisane*, 16 rue La Vieuville. Tlj sauf lundi de 10 h 30 à 20 h 30. 4 peintres, deux sculpteurs, un photographe, une créatrice de chapeaux et une de luminaires, un souffleur de verre...

■ La longue marche, exposition sur l'esclavage, à l'espace-galerie *Ile de la Réunion*, 80 rue de la Chapelle, jusqu'au 27 mai. (01 42 05 15 05)

Ces deux pages ont été rédigées par Michèle Stein, Jacqueline Gamblin, Rose Pynson, Sylvain Garel, Noël Monier.

AVEC LES COMPAGNONS DE MONTMARTRE

FIESTA MEXICAINE
BUTTE MONTMARTREPONT DE L'ASCENSION
(du 21 au 24 mai 1998)ATTRACTIONS ET PRODUITS MEXICAINS
- MARIACHIS -

De 11 h à 20 h - ENTRÉE LIBRE

SAMEDI 23 MAI
DÎNER MEXICAIN
- RÉSERVATION -
01 42 55 15 17

C. TRAMBERT

CALIBRE 18

Chapitre 6

Résumé des chapitres précédents : Notre héros Paul Hard, arrivé à Paris dans le 18e depuis quelques mois, vient de perdre son travail, mais de trouver l'amour avec Blanche, une étudiante. Paul Hard a une étrange particularité : dans ses pérégrinations à travers le 18e, il ne cesse de tomber sur des faits divers...

Chapitre 6

VOL, VIOLENCE, LE PAPE ET MOI

Ma situation était devenue singulière. Sans emploi, gracieusement logé chez Blanche, boulevard Ornano, dans un appart bien plus agréable que la chambre d'hôtel de l'impasse, j'aurais pu jouir librement de la vie si mon ego ne m'avait pas rappelé à l'ordre. Blanche rentrait après ses cours et je m'efforçais d'avoir tout préparé pour son retour. Dès qu'elle franchissait la porte, une seconde vie commençait et, même si elle devait parfois travailler le soir, nous ne nous privions pas des sorties dans Paris. Le week-end, la Coccinelle noire de Blanche quittait la capitale, et ses occupants allaient s'embrasser dans les sous-bois et les auberges d'Ile-de-France, bien au delà du boulevard Ney, dans une autre vie.

Cet avant-goût de paradis ne pouvait guère durer. En mai, Blanche commença sérieusement à réviser ses examens. Ma mère, dont j'amputais le portefeuille de sommes non négligeables, me rappela à mes devoirs.

Par bonheur, je retrouvai vite du boulot, chez un brocanteur près de la place des Abbesses.

Entre les trois étages d'un énorme dépôt-vente, la visite des fournisseurs et la prospection aux Puces de Clignancourt ou ailleurs, le métier rentrait vite. J'étais devenu incollable sur les meubles d'époque ou sur les croûtes à dix balles pour chambre d'ados.

Fallait pas lésiner sur le boulot. Les soirées, voire les nuits de travail étaient monnaie courante. Mais le pognon commençait à tomber.

Un soir, revenant tard, rue de Clignancourt à hauteur du 133, je vis un commerçant surgir de son magasin de peaux, sérieusement blessé au dos et au ventre. Il avait surpris deux jeunes gars qui dévalisaient son commerce après s'être introduits par effraction dans la place. Pour s'être réveillé à temps, le malheureux avait pris trois coups de couteau de chasse.

Son sang coulait abondamment. Sans avoir le temps de dire un mot, il s'écroula alors même que la patrouille de Police-Secours intervenait. Connus auparavant pour de petites affaires de vols, les agresseurs doivent maintenant répondre de tentative d'homicide.

Blanche ignorait mes épisodes policiers et

c'était mieux ainsi. Je ne voulais pas la perturber en période d'examens.

Le 1er juin, pendant qu'elle votait pour des élections législatives que tout le monde s'accordait à trouver décisives, j'allai au stade Binet, juste avant le périph, encourager une équipe de foot composée de jeunes du quartier. Une rencontre bon enfant, sous le soleil, contre une équipe d'Aulnay-sous-Bois et dont j'ai oublié le score. Mais je me souviens bien d'avoir entendu, en quittant le stade, un coup de feu, et d'avoir vu les flics se pointer. Ils ont séparé les protagonistes de l'empoignade, motivée par un vol dans les vestiaires. Plusieurs coups de feu avaient été tirés. Mais les secours sont arrivés à temps pour évacuer deux supporters blessés.

Ces gens-là feraient mieux d'aller voter.

La fièvre électorale retombée, Blanche et moi ne cessions de nous aimer.

- Dans moins d'un mois, je serai toute à toi, me disait-elle.

- Et si nous partions en vacances ?

- Oui, mais où ? Avec quel argent ?



Ces questions me faisaient redoubler d'ardeur dans mon boulot. Pour la première fois de ma vie, je trouvais une motivation pour épargner. Partir avec Blanche devenait mon obsession.

En allant livrer une breloque rue Georgette Agutte, je tombe sur mon ancien taulier de l'hôtel de l'impasse Lathuille. Pâle comme son formica, il engage la conversation que nous n'avions jamais eue en six mois de cohabitation.

Nous devons élever la voix, tellement les cris des gamins du collège Hector Berlioz nous parvenaient violemment.

- Ca doit être la récré, dit mon ex-cerbère.

Soudain une vitre du collège vole en éclats.

- C'est la récré et la baston.

Une femme en furie, entourée d'une grappe de garçons, sort du bâtiment en insultant la directrice qui la suit. Un gamin s'était blessé dans l'incident. A travers les invectives nous comprenons que la femme menace de mort la directrice parce que sa chère bambine a récolté de sévères appréciations du corps enseignant. Elle a recruté plusieurs dizaines de jeunes, élèves ou non du collège, pour se livrer à un saccage.

Nous étions stupéfaits. Consternés. Nous nous

sommes retrouvés sur une terrasse de café. Le printemps était bel et bien revenu. Et celui qui naguère ne savait que me réclamer le loyer s'avéra être un informateur de premier ordre pour un brocanteur. Il connaissait pas mal de gens et ses oreilles traînaient dans les bons endroits. Grâce à lui, je fis de bonnes affaires mais un de ses tuyaux faillit me faire tomber pour recel.

Fin juin en effet, j'obtiens un rendez vous chez deux Yougoslaves qui disent vouloir se séparer de vases et de calices. Mon premier réflexe est la prudence. Se méfier des objets à caractère religieux est une règle de base.

Dans un appartement, du côté de la Porte Montmartre, les deux hommes me mènent droit dans une petite pièce. Sur la table s'étale un trésor : statuettes, peintures, dagues, bijoux, calices et ciboires. Infourgable sur le marché.

L'un d'eux attire mon attention sur un ciboire en or massif magnifiquement travaillé avec des incrustations. Superbe, tentant, mais vraiment on ne joue pas dans la même pièce et je quitte le repaire, non sans avoir dû promettre la discrétion. En bas, je pousse un ouf. J'entends :

- Hé ! Encore fourré dans une sale affaire !

En faisant demi-tour, je reconnais l'inspecteur à la retraite qui autrefois finissait ses bouteilles de whisky dans les bars place Clichy.

- Salut. Qu'est-ce que vous faites là ? Quelle sale affaire ?

En observant les environs, je comprends vite que le retraité joue les prolongations pour la BRB (Brigade de Répression du Banditisme). Des flics en civils vont et viennent dans tous les coins.

- A ta place, je déguerpis. Ces gars-là, on les connaît, c'est pas de la petite bière du genre de celle qu'on s'envoyait derrière Lathuille. Allez, dégage.

Je compris l'avertissement. Je ne voulais pas être coffré pour complicité de recel.

- A demain, même endroit, même heure.

J'étais sûr qu'il comprendrait.

C'est comme ça que le lendemain, je retrouvai mon pseudo-retraité au zinc d'un bar de la place Clichy, et il me raconta : pour ses potes, la pêche avait été miraculeuse. Le ciboire en or était une pièce inestimable, qui avait été offerte au pape Léon XIII en 1902. Volée la semaine dernière. J'avais eu le bon réflexe.

(A suivre)

LES FAITS DIVERS DONT CET ÉPISODE S'EST INSPIRÉ

Sur le mode d'une Série noire parodique, ce feuilleton relate les aventures imaginaires d'un héros imaginaire, Paul Hard. Son destin le mène vers une sélection de faits réels, qui se sont tous produits dans notre arrondissement entre octobre 1996 et octobre 1997 - mais que le feuilleton, bien sûr, raconte à sa manière.

● 26 mai 1997: Deux garçons cambriolent de nuit une boutique de peaux au 133 rue de Clignancourt. Le propriétaire, réveillé, intervient mais prend trois coups de couteau de chasse.

● 1er juin 1997: Bagarre et coups de feu au stade Binet après une rencontre de football entre les jeunes de l'arrondissement et une équipe d'Aulnay-sous-Bois. Deux supporters des invités sont légèrement blessés.

● 4 juin 1997: La mère d'une élève du collège Berlioz et des jeunes du quartier menacent de mort la directrice et dégradent le bâtiment.

● 26 juin 1997: Deux Yougoslaves en situation irrégulière sont arrêtés en flagrant délit de recel. A leur domicile on retrouve des objets précieux.

L'ancien porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard habite maintenant dans le quartier de la Chapelle et a créé, rue Damrémont, une association d'aide à l'emploi.

Ababacar Diop : L'empire des Sans

Ababacar Diop a traversé la rue. Mais n'a pas changé de bord. Il y a tout juste deux ans, avec plusieurs centaines de sans-papiers, Ababacar occupait les immenses entrepôts SNCF de la rue Pajol. Aujourd'hui, sa femme et lui habitent juste en face.

Très rapidement, ce jeune Sénégalais, originaire de la région de Saint-Louis et arrivé en France en 1988, allait devenir l'un des principaux porte-parole des sans-papiers. Son sourire, sa façon de faire merveille face aux caméras du monde entier postées près de l'église Saint-Bernard, second lieu du 18e occupé par Ababacar et ses compagnons d'infortune.

Aujourd'hui, à 28 ans, détenteur d'une autorisation de séjour d'un an depuis la fin août 1997, Ababacar déborde de projets. Qui tous ont un rapport avec son engagement. Avec deux autres immigrés régularisés et dix sans-papiers il vient de fonder une association loi 1901 baptisée *Association nationale d'aide et de défense des étrangers en France* (ANADEF) dont le but est parfaitement résumé par son intitulé. Outre la défense individuelle d'étrangers en délicatesse avec l'administration française, l'ANADEF prépare plusieurs actions spectaculaires. L'une d'elles, si elle se concrétise, devrait faire du bruit. Avec plusieurs centaines de sans-papiers et de personnalités soutenant leur combat, Ababacar veut, par surprise, envahir en masse les terrasses de cafés des Champs-Élysées... En réglant leurs consommations, les membres de l'ANADEF veulent prouver qu'ils sont des consommateurs participant à l'activité économique du pays.

"Terrou" = "accueil" en Ouolof

Mais Ababacar n'a pas qu'une association dans son sac. Il a aussi fondé *Terrou* (mot qui signifie *accueil* en Ouolof, la principale langue utilisée au Sénégal). L'association *Terrou* a plusieurs objectifs. Le premier est d'aider des sans-emploi, français et étrangers, avec ou sans papiers, à fonder leur entreprise. *Terrou* les conseille et leur propose divers services payants (domiciliation de l'entreprise, secrétariat, téléphone, fax, photocopieuse...).

La formation d'analyste réalisateur en informatique qui est celle d'Ababacar, et son expérience difficile pour fonder une PME en 1995, sont mises à profit dans cette entreprise. *Terrou*, qui tient une permanence tous les jeudis et un samedi sur deux de 10 h à midi au 108, rue Damrémont¹, veut ainsi contrer l'idée propagée par le Front Natio-

**Aider des
chômeurs à
créer leur
entreprise
en France et
...en Afrique.**



Ababacar Diop photographié (en haut, déguisé) à l'époque de l'épopée des sans-papiers de St-Bernard et (en bas) dans son bureau à Terrou.

nal que les étrangers viennent voler le travail des Français. Elle espère pouvoir aider 25 à 50 demandeurs d'emplois par an.

Terrou, qui est soutenue par les *Cigale* d'Ile-de-France, la fondation *France active*, l'ANPE de la rue Damrémont, l'association *Services 18* de la mairie d'arrondissement ou encore la *Salle Saint-Bruno*², développe également une activité en faveur des pays du Sud. Ababacar qui, faute de visa, n'avait pu retourner dans son pays natal depuis 10 ans, a séjourné au Sénégal en février dernier. Il a rencontré des jeunes souhaitant développer sur place leur petite entreprise. Et constaté qu'ils manquent souvent de moyens financiers.

Scotchés sur leurs fauteuils

Terrou sert aussi de passerelle pour trouver, en France, des institutions acceptant cette forme minimaliste mais efficace de co-développement (un mot qu'Ababacar n'aime pas). Ainsi la fondation *Un monde pour tous* a-t-elle octroyé quelques milliers de francs à un jeune Sénégalais voulant agrandir sa boutique de cosmétiques.

Ababacar veut aussi, avec son association,

aider des immigrés souhaitant rentrer dans leur pays d'origine à réussir leur retour et leur insertion professionnelle. Avouant avoir, comme beaucoup d'Africains travaillant en France, envoyé beaucoup d'argent à sa famille, Ababacar veut aujourd'hui aider ceux qui sont restés ou retournés là-bas à assurer directement leur survie économique. Il reprend à son compte l'adage fameux affirmant que donner un poisson à un démuné c'est bien, mais que c'est encore mieux de lui apprendre à pêcher.

Terrou développe également des projets culturels. Le premier se déroulera le 9 mai dans un restaurant africain de la rue Buzelin (dans le 18e, quartier de la Chapelle). Il s'agit d'un déjeuner littéraire réunissant des écrivains français et étrangers réunis autour du thème "*L'étranger dans la littérature française*". Par une ironie de l'histoire, le restaurant s'appelle *L'Oncle Sam*.

Une seconde initiative culturelle pourrait se dérouler dans le 18e, si une salle de cinéma accepte l'aventure. Ababacar, fort du soutien de cinéastes engagés aux côtés des sans-papiers, veut mettre sur pied un festival de cinéma francophone. Le projet qui a évolué avec le temps devrait, si tout va bien, se concrétiser à l'automne.

Mais l'idée la plus originale portée par Ababacar et *Terrou* s'appelle «le charter de l'amitié». Au début du mois d'août un avion devrait décoller d'un aéroport parisien en direction du Sénégal puis du Mali. A son bord, parmi d'autres passagers, des Français ayant accepté de faire le voyage scotchés sur leurs fauteuils.

Trente-cinq personnes, dont des jeunes de la rue du Ruisseau, ont déjà retenu leur place. Pour augmenter l'impact médiatique de ce voyage symbolique, Ababacar veut mettre en scène le départ de l'avion. Il a contacté Ariane Mnouchkine pour l'aider dans cette tâche. Il a également demandé à des artistes et à des élus Verts et communistes d'être présents. Toujours facétieux, l'ancien sans-papiers veut interpréter l'un des policiers chargés d'expulser des Français. A ce jour, Jean-Pierre Chevènement n'est toujours pas inscrit sur la liste des passagers.

Sylvain Garel

Photos : Dan Aucante

1. Prendre rendez-vous au 01 42 09 11 69.
2. Les CIGALE (c'est un sigle) sont des "clubs d'investissement" relevant de ce qu'on appelle "l'économie solidaire". Services 18 est une association créée avec le soutien de la municipalité du 18e pour notamment aider les associations travaillant dans le domaine de l'emploi ; elle est logée dans les locaux de la mairie. La salle Saint-Bruno (9 rue Saint-Bruno) est la maison des associations du quartier de la Goutte d'Or.